

Rapport intermédiaire

au 30 juin 2019



États financiers intermédiaires résumés et consolidés et notes

DÉFINITIONS

Besoin en fonds de roulement	Stocks + créances commerciales et autres créances d'exploitation + autres actifs courants + actifs non courants détenus en vue de la vente – autres provisions courantes – dettes commerciales et autres dettes d'exploitation – passifs d'impôts exigibles – autres passifs courants
Encours immobilier	Fonds propres pôle immobilier + endettement financier net pôle immobilier
Endettement Financier Net (EFN)	Emprunts obligataires non courants et courants + dettes financières non courantes et courantes - Trésorerie et équivalents de trésorerie
Résultat opérationnel sur activité	Chiffre d'affaires + produits des activités annexes + achats + rémunérations et charges sociales + autres charges opérationnelles et dotations aux amortissements et dépréciation des goodwill
Résultat opérationnel (EBIT)	Résultat opérationnel sur activité + Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats
EBITDA	Résultat opérationnel sur activité + amortissements et dépréciations + autres éléments non cash
Rendement des capitaux propres (ROE)	Résultat net part du groupe / capitaux propres part du groupe
Carnet de commande	Le chiffre d'affaires à réaliser pour les chantiers dont le contrat est signé, entré en vigueur (notamment après l'obtention des ordres de service ou la levée des conditions suspensives) et pour lesquels le financement du projet est mis en place.

COMPTE DE RESULTATS RESUME CONSOLIDE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2019	Juin 2018
Chiffre d'affaires		1.847.714	1.860.146
Produits des activités annexes	6	48.376	31.123
Achats		(1.083.566)	(1.117.770)
Rémunérations et charges sociales		(347.962)	(334.784)
Autres charges opérationnelles		(256.755)	(233.825)
Dotations aux amortissements		(157.265)	(126.150)
Résultat opérationnel sur l'activité		50.542	78.740
Part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats	11	10.614	(1.211)
Résultat opérationnel		61.156	77.529
Coûts de l'endettement financier	7	(1.044)	(7.091)
Autres charges & produits financiers	7	(4.185)	29
Résultat financier		(5.229)	(7.062)
Résultat avant impôts		55.927	70.467
Impôts sur le résultat	9	(14.297)	(20.199)
Résultat de l'exercice		41.630	50.268
Participations ne donnant pas le contrôle	8	1.106	1.581
Résultat – Part du groupe		42.736	51.849
Résultat net part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		1,69	2,05

ETAT RESUME CONSOLIDE DU RESULTAT GLOBAL

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2019	Juin 2018
Résultat – Part du groupe		42.736	51.849
Résultat de l'exercice		41.630	50.268
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture		(39.120)	(4.505)
Ecart de conversion		276	1.904
Impôts différés		9.615	630
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net		(29.229)	(1.971)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies		0	0
Impôts différés		0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net		0	0
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres		(29.229)	(1.971)
Résultat global :		12.401	48.297
- Part du groupe		13.474	50.016
- Part des participations ne donnant pas le contrôle		(1.073)	(1.719)
Résultat global part du groupe par action (EUR) (base et dilué)		0,53	1,98

ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2019	Décembre 2018
Immobilisations incorporelles		89.151	89.588
Goodwill		177.127	177.127
Immobilisations corporelles	10	2.570.492	2.390.236
Entreprises associées et partenariats	11	148.765	155.792
Autres actifs financiers non courants		104.121	171.687
Instruments dérivés non courants	16	8	9
Autres actifs non courants		5.324	5.501
Actifs d'impôts différés		108.998	99.909
Total actifs non courants		3.203.986	3.089.849
Stocks	12	146.157	128.889
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	13	1.174.985	1.261.298
Autres actifs courants d'exploitation		85.604	67.561
Autres actifs courants hors exploitation		16.465	12.733
Instruments dérivés courants	16	615	275
Actifs détenus en vue de la vente	5	49.388	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	17	646.097	388.346
Total actifs courants		2.119.311	1.859.102
Total de l'actif		5.323.297	4.948.951
Capital		41.330	41.330
Prime d'émission		800.008	800.008
Résultats non distribués		905.749	923.768
Plan de pension à prestations définies		(25.521)	(25.521)
Réserves liées aux instruments financiers	16	(36.671)	(7.153)
Écarts de conversion		(11.298)	(11.554)
Capitaux propres – Part du groupe CFE		1.673.597	1.720.878
Participations ne donnant pas le contrôle		13.216	13.973
Capitaux propres		1.686.813	1.734.851
Engagements de retraites et avantages du personnel		57.689	57.553
Provisions - non courantes	14	35.040	35.172
Autres passifs non courants		3.212	5.725
Emprunts obligataires – non courants	17	29.636	29.584
Dettes financières – non courantes	17	1.206.662	656.788
Instruments dérivés non courants	16	12.943	9.354
Passifs d'impôts différés		109.003	119.386
Total passifs non courants		1.454.185	913.562
Provisions courantes	14	64.703	65.505
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation		1.343.024	1.410.944
Passifs d'impôts exigibles		45.879	44.543
Emprunts obligataires – courants	17	0	200.221
Dettes financières - courantes	17	367.738	150.075
Instruments dérivés courants	16	11.062	10.990
Autres passifs courants d'exploitation		129.610	201.609
Autres passifs courants hors exploitation		220.283	216.651
Total passifs courants		2.182.299	2.300.538
Total des capitaux propres et passifs		5.323.297	4.948.951

TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	Notes	Juin 2019	Juin 2018
Activités opérationnelles			
Résultat opérationnel sur l'activité		50.542	78.740
Amortissements sur immobilisations (in) corporelles et immeubles de placement		157.265	126.150
Dotations nettes aux provisions		(614)	(1.844)
Réduction de valeur sur actifs et autres éléments non-cash		(238)	(945)
Perte/(bénéfice) relatifs à la cession des immobilisations corporelles		(6.403)	(1.708)
Dividendes reçus des entreprises associées et en partenariat		4.541	3.340
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement		205.093	203.733
Diminution/(augmentation) des créances commerciales et autres créances courantes et non courantes		57.890	(228.409)
Diminution/(augmentation) des stocks		5.525	34.502
Augmentation/(diminution) des dettes commerciales et des autres dettes courantes et non courantes		(113.286)	23.084
Impôts sur le résultat payé/reçu		(22.390)	(23.777)
<u>Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles</u>		<u>132.832</u>	<u>9.133</u>
Activités d'investissement			
Vente d'immobilisations		11.793	2.534
Acquisition d'immobilisations		(262.228)	(226.739)
Acquisition de filiales sous déduction de trésorerie acquise		0	336
Augmentation de capital des sociétés mises en équivalence		(16.303)	(1.395)
Cession de filiales		0	0
Nouveaux emprunts accordés		8.076	(10.568)
<u>Flux de trésorerie provenant des opérations d'investissement</u>		<u>(258.662)</u>	<u>(235.832)</u>
Activités de financement			
Intérêts payés		(15.780)	(16.657)
Intérêts perçus		7.245	5.112
Autres charges & produits financiers		(5.172)	(569)
Emprunts		506.217	390.239
Remboursements des dettes		(48.767)	(185.069)
Dividendes payés		(60.755)	(60.715)
<u>Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement</u>		<u>382.988</u>	<u>132.341</u>
Augmentation/(diminution) nette de la trésorerie		257.158	(94.358)
Trésorerie et équivalents de trésorerie au début de l'exercice		388.346	523.018
Effets de change		593	(649)
Trésorerie et équivalents de trésorerie à la fin de l'exercice		646.097	428.011

Les acquisitions et cessions de filiales sous déduction de la trésorerie acquise n'incluent pas les entités qui ne constituent pas un regroupement d'entreprises (pôle promotion immobilière); celles-ci ne sont donc pas considérées comme des opérations d'investissement et sont directement reprises dans les flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles.

ETAT RESUME CONSOLIDE DES VARIATIONS DES CAPITAUX PROPRES

Pour la période se terminant le 30 juin 2019

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2018	41.330	800.008	923.768	(25.521)	(7.153)	(11.554)	1.720.878	13.973	1.734.851
IFRS 16 amendé							0		0
Décembre 2018(*)	41.330	800.008	923.768	(25.521)	(7.153)	(11.554)	1.720.878	13.973	1.734.851
Résultat global de la période			42.736		(29.518)	256	13.474	(1.073)	12.401
Dividendes payés aux actionnaires			(60.755)				(60.755)		(60.755)
Dividendes des minoritaires								(531)	(531)
Autres mouvements								847	847
Juin 2019	41.330	800.008	905.749	(25.521)	(36.671)	(11.298)	1.673.597	13.216	1.686.813

(*) Montants retraités conformément aux changements de méthodes comptables liées à l'application de la norme *IFRS 16 Contrats de location*, nous référons à la note 3.2.

Pour la période se terminant le 30 juin 2018

(milliers d'euros)	Capital	Prime d'émission	Résultats non distribués	Plans de pensions à prestations définies	Réserve liée aux instruments de couverture	Écarts de conversion	Capitaux propres part du groupe	Participations ne donnant pas le contrôle	Total
Décembre 2017	41.330	800.008	812.993	(25.268)	(2.457)	(12.252)	1.614.354	14.421	1.628.775
Résultat global de la période			51.849		(3.875)	2.042	50.016	(1.719)	48.297
Dividendes payés aux actionnaires			(60.755)				(60.755)		(60.755)
Dividendes des minoritaires								(518)	(518)
Autres mouvements								(117)	(117)
Juin 2018	41.330	800.008	804.087	(25.268)	(6.332)	(10.210)	1.603.615	12.067	1.615.682

CAPITAL ET RESERVES

Le capital au 30 juin 2019 est constitué de 25.314.482 actions ordinaires. Il s'agit d'actions sans désignation de valeur nominale. Les propriétaires d'actions ordinaires ont le droit de recevoir des dividendes et ont le droit à une voix par action aux assemblées générales des actionnaires de la société.

Le 22 février 2019, un dividende de 60.755 milliers d'euros, correspondant à 2,40 EUR brut par action, a été proposé par le conseil d'administration et approuvé par l'Assemblée Générale du 2 mai 2019. Ce dividende a été mis en paiement en mai 2019.

Le résultat de base par action est identique au résultat dilué par action étant donné l'absence d'actions ordinaires potentiellement dilutives en circulation.

Il se calcule comme suit :

RÉSULTAT PAR ACTION AU 30 JUIN (milliers d'euros)	2019	2018
Bénéfice net attribuable aux actionnaires	42.736	51.849
Résultat global (part du groupe)	13.474	50.016
Nombre d'actions ordinaires à la date de clôture	25.314.482	25.314.482
Bénéfice de base (dilué) par action en euros	1,69	2,05
Résultat global (part du groupe) par action en euros	0,53	1,98

1. PRINCIPES GENERAUX
2. METHODES DE CONSOLIDATION
 - 2.1. PÉRIMÈTRE DE CONSOLIDATION
 - 2.2. OPÉRATIONS INTRA-GROUPE
 - 2.3. CONVERSION DES ÉTATS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS ET DES ÉTABLISSEMENTS ÉTRANGERS
 - 2.4. OPÉRATIONS EN MONNAIES ÉTRANGÈRES
3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION
 - 3.1. RECOURS À DES ESTIMATIONS
 - 3.2. CHANGEMENT DE MÉTHODE COMPTABLE : APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »
4. INFORMATION SECTORIELLE
 - 4.1. ÉLÉMENTS DE L'ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DU COMPTE DE RÉSULTATS
 - 4.2. ÉTAT RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DE LA SITUATION FINANCIÈRE
 - 4.3. TABLEAU RÉSUMÉ CONSOLIDÉ DES FLUX DE TRÉSORERIE
 - 4.4. AUTRES INFORMATIONS
 - 4.5. SECTEURS GÉOGRAPHIQUES
5. ACQUISITIONS ET CESSIIONS DE FILIALES
6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES
7. RESULTAT FINANCIER
8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE
9. IMPOTS SUR LE RESULTAT
10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES
11. ENTREPRISES ASSOCIEES ET PARTENARIATS
12. STOCKS
13. CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION
14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS
15. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS
16. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES
17. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET
 - 17.2. ÉCHÉANCIER DES DETTES FINANCIÈRES
 - 17.3. FLUX DE TRÉSORERIE RELATIFS AUX DETTES FINANCIÈRES
 - 17.4. LIGNES DE CRÉDIT
 - 17.5. COVENANTS
18. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS
 - 18.1. RISQUE DE TAUX D'INTÉRÊTS
 - 18.2. RÉPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIÈRES À LONG TERME
 - 18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATÉGORIE COMPTABLE
19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES
20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS
21. LITIGES
22. PARTIES LIEES
23. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE
24. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES
25. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT
26. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE
27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Préambule

Le conseil d'administration a donné son autorisation pour la publication des états financiers intermédiaires résumés et consolidés le 28 août 2019.

PRINCIPALES TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2019 ET LES SIX PREMIERS MOIS DE 2018 AVEC EFFET SUR LE PERIMETRE DU GROUPE CFE

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2019

1. Pôle dragage, environnement, offshore et infra – « DEME »

Au cours du 1^{er} semestre 2019, DEME a acquis :

- 100% des titres de la société nouvellement créée Bonny River Shipping SA ;
- 100% des titres de la société nouvellement créée DEME Offshore US Inc ;
- 100% des titres de la société nouvellement créée DEME Offshore US LLC.

Les entités acquises citées ci-dessus ont été consolidées selon la méthode globale.

Le groupe DEME a également acquis durant le 1^{er} semestre 2019 :

- 50% des titres de la société DBM-Bontrup BV ;
- 50% des titres de la société BNS JV Limited ;
- 49,99% des titres de la société CSBC-DEME Wind Engineering CO., Ltd (CDWE Taiwan).

Les entités acquises citées ci-dessus ont été intégrées par mise en équivalence.

Durant le 1^{er} semestre 2019, DEME a cédé la totalité des titres qu'elle détenait dans les entités suivantes, soit :

- 100% de la société MDCC Insurance Broker NV. Cette société était consolidée selon la méthode globale ;
- 100% de la société Offshore Manpower Singapore PTE Ltd. Cette société était consolidée selon la méthode globale ;
- 51,10% de la société B-WIND Polska S.P. Z00. Cette société était intégrée par mise en équivalence ;
- 51,10% de la société C-WIND Polska S.P. Z00. Cette société était intégrée par mise en équivalence.

2. Pôle contracting

Le 29 mars 2019, la société P-Multitech BVBA, a été absorbée par VMA NV avec effet rétroactif au 1^{er} janvier 2019, société détenue à 100% par le groupe CFE.

Le 29 mars 2019, les sociétés be.Maintenance SA, Etablissements Druart SA, Nizet Entreprises SA et Vanderhoydoncks NV, filiales de CFE Contracting, ont été renommées respectivement VMA be.Maintenance SA, VMA Druart SA, VMA Nizet SA et VMA Vanderhoydoncks NV.

Le 15 mai 2019, la société CFE Bouw Vlaanderen NV, filiale de CFE Contracting, a été renommée MBG NV.

Le 16 mai 2019, les sociétés Engema SA, Engetec SA, José Coghe-Werbrouck NV, Louis Stevens NV et Remacom NV, filiales de CFE Contracting, ont été renommées respectivement Mobix Engema SA, Mobix Engetec SA, Mobix Coghe NV, Mobix Stevens NV et Mobix Remacom NV.

Le 28 mai 2019, la dénomination sociale « CFE Bâtiment Brabant Wallonie (CFE BBW) » a été renommée « Bâtiments et Ponts construction (BPC) ».

3. Pôle promotion immobilière

Le 24 janvier 2019, BPI Real Estate Poland s.p.zoo. a augmenté sa participation de 90% à 100% dans la société ACE 12 s.p.zoo. . Cette société était déjà consolidée selon la méthode globale.

Le 19 février 2019, cette même entité ACE 12 s.p.zoo, filiale de BPI Real Estate Poland s.p.zoo. a été renommée BPI Vilda Park s.p.zoo.

4. Pôle Holding et activités non transférées

Le 14 février 2019, le groupe CFE a augmenté sa participation dans Rent-A-Port NV de 45% à 50%. La société demeure intégrée par mise en équivalence.

Le 28 février 2019, la société Liveway Ltd, détenue à 50% par le groupe CFE, a été liquidée. Cette société était intégrée par mise en équivalence.

TRANSACTIONS POUR LES SIX PREMIERS MOIS DE 2018

1. Pôle dragage, environnement, offshore et infra – « DEME »

Au cours du 1^{er} semestre 2018, DEME a acquis :

- 100% des titres de la société Dredeco PNG Ltd;
- 100% des titres de la société Middle East Marine Contracting Ltd ;
- 100% des titres de la société Naviera Living Stone S.L.U.

Les entités acquises citées ci-dessus ont été consolidées selon la méthode globale.

Le groupe DEME a également acquis durant le 1^{er} semestre 2018 :

- 50% des titres de la société nouvellement créée Earth Moving Al Duqm LLC ;
- 15% des titres de la société BAAK Blankenburg-Verbinding BV.

Les entités acquises citées ci-dessus ont été intégrées par mise en équivalence.

Enfin, les sociétés Europ Agregats sarl détenue à 100% et Ecoterres Holding détenues à 74,90% ont été absorbées respectivement par DEME Building Materials NV et DEME Environmental Contractors NV, sociétés détenues à 100%.

2. Pôle contracting

Néant.

3. Pôle promotion immobilière

Le 1^{er} janvier 2018, le groupe CFE, au travers de sa filiale BPI Real Estate Belgium SA, a augmenté sa participation de 75,33% à 100% dans la société D.H.B. SA. Cette société était déjà consolidée selon la méthode globale.

Le 14 mai 2018, la société Foncière Sterpenich SA, filiale de BPI Real Estate Belgium SA, a été renommée BPI Park West SA.

Le 30 mai 2018, le groupe CFE, au travers de sa filiale BPI Real Estate Poland sp.zoo. a acquis 100% des titres de la société BPI Sadowa sp.zoo. Cette société a été consolidée selon la méthode globale.

Le 8 juin 2018, le groupe CFE, au travers de ses filiales BPI Real Estate Belgium SA et BPI Samaya SA, a constitué la société Wolimmo SA. Cette société est détenue à 100% et a été consolidée selon la méthode globale.

Le 8 juin 2018, le groupe CFE, au travers de ses filiales BPI Real Estate Belgium SA et BPI Samaya SA, a constitué la société Zen Factory SA. Cette société est détenue à 100% et a été consolidée selon la méthode globale.

4. Pôle Holding et activités non transférées

Néant.

PRINCIPES COMPTABLES ET METHODES D'EVALUATION

1. PRINCIPES GENERAUX

IFRS TELS QU'ADOPTÉS PAR L'UNION EUROPÉENNE

Les principes comptables retenus au 30 juin 2019 sont les mêmes que ceux utilisés dans la préparation des états financiers consolidés annuels pour l'exercice clos le 31 décembre 2018, à l'exception de la norme IFRS 16 Contrats de location et de l'IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements des impôts sur le résultat applicables à compter du 1^{er} janvier 2019. Nous référons à la note 3.2 de ce rapport.

Par ailleurs, lors de l'analyse annuelle des règles d'amortissements, au niveau des taux d'amortissement et de valeur résiduelle, DEME a adopté des règles complémentaires relatives à la valorisation de sa flotte. L'incidence de l'adaptation de ces principes comptables n'a pas d'effets significatifs sur les états financiers du groupe CFE.

NORMES ET INTERPRÉTATIONS APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019

- IFRS 16 Contrats de location
- IFRIC 23 Incertitude relative aux traitements des impôts sur le résultat
- Amendements à IAS 19 Modification, réduction ou liquidation d'un régime
- Amendements à IAS 28 Intérêts à long terme dans des entreprises associées et des coentreprises
- Amendements à IFRS 9 Caractéristiques de remboursement anticipé avec rémunération négative
- Améliorations annuelles des IFRS cycle 2015-2017

NORMES ET INTERPRÉTATIONS ÉMISES MAIS PAS ENCORE APPLICABLES POUR LA PÉRIODE ANNUELLE OUVERTE À COMPTER DU 1^{ER} JANVIER 2019

Le groupe n'a pas anticipé les normes et interprétations suivantes dont l'application n'est pas obligatoire au 30 juin 2019.

- Amendements à IAS 1 et IAS 8 Modification de la définition du terme « significatif » (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IFRS 3 Regroupements d'entreprises (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020, mais non encore adoptés au niveau européen)
- Amendements à IFRS 10 et IAS 28 Vente ou apport d'actifs entre un investisseur et une entreprise associée ou une coentreprise (date d'entrée en vigueur reportée à une date indéterminée, par conséquent l'adoption au niveau européen a également été reportée)
- Amendements des références au Cadre conceptuel de l'information financière dans les normes IFRS (applicables pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2020, mais non encore adoptés au niveau européen)
- IFRS 14 Comptes de report réglementaires (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2016, mais non encore adoptée au niveau européen)
- IFRS 17 Contrats d'assurance (applicable pour les périodes annuelles ouvertes à compter du 1^{er} janvier 2021, mais non encore adoptée au niveau européen)

Le processus de détermination des impacts potentiels de ces normes et interprétations sur les états financiers consolidés du groupe est en cours.

2. METHODES DE CONSOLIDATION

2.1. PERIMETRE DE CONSOLIDATION

Les sociétés dont le groupe détient directement ou indirectement la majorité des droits de vote permettant le contrôle sont consolidées par intégration globale.

Les sociétés sur lesquelles le groupe exerce un contrôle conjoint avec d'autres actionnaires sont intégrées par mise en équivalence. Cela concerne notamment Rent-A-Port, certaines filiales de DEME et BPI.

Evolution du périmètre de consolidation

Nombre d'entités	Juin 2019	Décembre 2018
Intégration globale	200	200
Mise en équivalence	143	128
Total	343	328

2.2. OPERATIONS INTRA-GROUPE

Les opérations et transactions réciproques d'actif et de passif, de produits et de charges entre entreprises intégrées sont éliminées dans les états financiers consolidés. Cette élimination est réalisée :

- en totalité si l'opération est réalisée entre deux filiales; et
- à hauteur du pourcentage de détention de l'entreprise mise en équivalence dans le cas de résultat interne réalisé entre une entreprise intégrée globalement et une entreprise mise en équivalence.

2.3. CONVERSION DES ETATS FINANCIERS DES SOCIETES ET DES ETABLISSEMENTS ETRANGERS

Dans la plupart des cas, la monnaie de fonctionnement des sociétés et établissements correspond à la monnaie du pays concerné.

Les états financiers des sociétés étrangères dont la monnaie de fonctionnement est différente de la monnaie de présentation des états financiers consolidés du groupe sont convertis au cours de clôture pour les éléments de bilan et au cours moyen de la période pour les éléments du compte de résultats. Les écarts de conversion en résultant sont enregistrés en écart de conversion dans les réserves consolidées. Les goodwill relatifs aux sociétés étrangères sont considérés comme faisant partie des actifs et passifs acquis et, à ce titre, sont convertis au cours de change en vigueur à la date de clôture.

2.4. OPERATIONS EN MONNAIES ETRANGERES

Les opérations en monnaies étrangères sont converties en euros au cours de change en vigueur à la date de l'opération. A la clôture de la période, les actifs financiers et passifs monétaires libellés en monnaies étrangères sont convertis en euros au cours de change de clôture de la période. Les pertes et gains de change en découlant sont reconnus dans la rubrique résultat de change et présentés en autres produits financiers et autres charges financières au compte de résultats.

Les pertes et gains de change sur les emprunts libellés en monnaies étrangères ou sur les produits dérivés de change utilisés à des fins de couverture des participations dans les filiales étrangères sont enregistrés dans la rubrique des écarts de conversion dans les capitaux propres.

3. REGLES ET METHODES D'EVALUATION

3.1. RECOURS A DES ESTIMATIONS

L'établissement des états financiers selon les normes IFRS nécessite d'effectuer des estimations, de porter des jugements et de formuler des hypothèses qui affectent les montants figurant dans ces états financiers, notamment en ce qui concerne les éléments suivants :

- les durées d'amortissement des immobilisations ;
- l'évaluation des provisions et des engagements de retraites ;
- l'évaluation du résultat à l'avancement des contrats de construction ;
- les évaluations retenues pour les tests de perte de valeur ;
- la valorisation des instruments financiers à la juste valeur ;
- l'appréciation du pouvoir de contrôle ;
- la qualification, lors de l'acquisition d'une société, du caractère de l'opération en regroupement d'entreprises ou acquisition d'actifs ; et
- la qualification, lors de la mise en place d'un accord de partenariat, du caractère de l'opération en activités conjointes ou coentreprises.

Ces estimations partent d'une hypothèse de continuité d'exploitation et sont établies en fonction des informations disponibles lors de leur établissement. Les estimations peuvent être révisées si les circonstances sur lesquelles elles étaient fondées évoluent ou par suite de nouvelles informations. Les résultats réels peuvent être différents de ces estimations.

3.2. CHANGEMENT DE METHODE COMPTABLE : APPLICATION DE LA NORME IFRS 16 « CONTRATS DE LOCATION »

La norme IFRS 16 abolit pour le preneur d'un contrat de location, la distinction d'application avant le 31 décembre 2018 entre locations simples, comptabilisées en charges et locations financement, comptabilisées en immobilisations corporelles en contrepartie d'une dette financière pour requérir, pour l'ensemble des contrats de location, la comptabilisation d'un droit d'usage en contrepartie d'une dette financière. L'IFRS 16 remplace la norme et interprétations IAS 17, IFRIC 4, SIC 15 et SIC 27. Alors que selon les dispositions d'IAS 17, le traitement comptable des contrats de location était déterminé en fonction de l'appréciation du transfert des risques et avantages liés à la propriété de l'actif, l'IFRS 16 impose un mode de comptabilisation unique des contrats par les preneurs impactant le bilan d'une façon similaire aux contrats de location financement. Cette norme est en vigueur à partir du 1^{er} janvier 2019.

Pour la mise en œuvre des normes IFRS 16, le Groupe a opté pour la méthode rétrospective modifiée, méthode B dans laquelle l'actif au titre de droit d'utilisation est égal à la dette de location au 1^{er} janvier 2019. Les états financiers comparatifs ont fait l'objet d'un retraitement uniquement au niveau de l'état consolidé de la situation financière. Les données de l'exercice 2018, présentées à titre de comparatif dans l'état consolidé du résultat global, n'ont pas été ajustées et continuent à être présentées conformément au référentiel comptable d'application en 2018.

L'état consolidé de la situation financière pour l'exercice se clôturant au 31 décembre 2018 a été impacté à hauteur des montants suivants :

	Décembre 2018, publié	Incidence IFRS 16	Décembre 2018, après révision
Actifs non courants, dont :			
<i>Les immobilisations corporelles</i>	2.390.236	98.763	2.488.999
Capitaux propres – Part du groupe CFE, dont :			
<i>Résultats non distribués</i>	923.768	0	923.768
Passifs, dont :			
<i>Dettes financières non courantes</i>	656.788	75.541	732.329
<i>Dettes financières courantes</i>	150.075	23.222	173.297

Les retraitements appliqués aux engagements du groupe CFE liés aux contrats de location simples au 31 décembre 2018 afin de constituer la dette de leasing initiale au 1^{er} janvier 2019 se résument comme suit :

(milliers d'euros)	1 ^{er} janvier 2019
Engagements de leasing opérationnels au 31 décembre 2018	132.882
Déduction des contrats de location échéants en 2019	(843)
Déduction des contrats de location de faible valeur	0
Ajout des options d'achat ou de prolongation des contrats	0
Autres	(6.831)
Dette de location - avant actualisation	125.208
Effet d'actualisation	(26.445)
Dette de location au 1^{er} janvier 2019	98.763

La rubrique « autres » est principalement relative à la déduction des composantes de services non-intégrées à la dette de location (charges d'assurances et d'entretien dans les contrats de location de voiture) ainsi qu'à la déduction des contrats signés en 2018 pour des actifs disponibles après le 1^{er} janvier 2019.

L'incidence de l'application de la norme IFRS 16 Contrats de location sur les états financiers consolidés de CFE au 30 juin 2019 se résume comme suit :

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin (milliers d'euros)	2019
Résultat Global	
Loyers de contrats de location extournés	+12.122
Dotations aux amortissements et <i>impairment</i> des actifs au titre de droit d'utilisation	(11.660)
EBIT	+462
EBITDA	+12.122
Intérêts financiers relatifs à la dette de location	(1.008)
Résultat net	(546)
Situation financière	
Actifs au titre de droit d'utilisation	97.395
Dette de location	97.940
Tableau des flux de trésorerie	
Flux de trésorerie des activités de financements	(11.910)

4. INFORMATION SECTORIELLE

L'information sectorielle est présentée en tenant compte des secteurs opérationnels. Les résultats et les éléments d'actif et de passif de secteurs comprennent des éléments attribuables à un secteur, soit directement, soit répartis sur une base logique.

Le groupe CFE est constitué de quatre pôles opérationnels, à savoir :

- **Dragage, environnement, offshore et Infra – « DEME »**

Le pôle dragage et environnement, au travers de sa filiale DEME, est actif dans le domaine du dragage (dragage d'investissement et dragage de maintenance), de la pose d'éoliennes offshore, de la pose de câbles sous-marins, de la protection de pipelines en mer, du traitement des terres, des boues polluées et du génie civil maritime.

- **Contracting**

Le pôle Contracting regroupe les activités de Construction, de multitechnique et de rail & utilities.

L'activité de Construction se concentre en Belgique, au Grand-Duché de Luxembourg, en Pologne et, dans une moindre mesure, en Tunisie. CFE Contracting est spécialisée dans la construction et la rénovation d'immeubles de bureaux, de logements, d'hôtels, d'écoles et d'universités, de parkings, de centres commerciaux et de loisirs, d'hôpitaux et de constructions pour l'industrie.

Les divisions multitechnique, rail & utilities sont principalement actives en Belgique au travers de deux clusters :

- le Cluster VMA comprenant l'électricité tertiaire, l'HVAC (heating, ventilation et air conditioning), les installations électrotechniques, les réseaux de télécommunication, l'automatisation dans l'industrie automobile, pharmaceutique et agro-alimentaire, la gestion automatisée des installations techniques des bâtiments, l'électromécanique des infrastructures routières et ferroviaires (tunnels,...), et la maintenance à long terme des installations techniques.
- Le cluster MOBIX comprenant les travaux ferroviaires (pose des voies et des caténaires) et de signalisation, le transport d'énergie et l'éclairage public.

- **Promotion immobilière**

Le pôle promotion immobilière développe des projets immobiliers en Belgique, au Luxembourg et en Pologne.

- **Holding et activités non transférées**

En plus des activités propres à une holding, ce pôle regroupe également:

- des participations dans Rent-A-Port, Green-Offshore et dans deux contrats de type Design Build Finance and Maintenance en Belgique ;
- les activités de contracting non transférées à CFE Contracting SA et à DEME NV dont un projet de génie civil en Belgique et de bâtiments en Afrique (hors Tunisie) et en Europe Centrale (hors Pologne).

4.1. ELEMENTS DE L'ETAT RESUME CONSOLIDE DU COMPTE DE RESULTATS

au 30 juin 2019 (milliers d'euros)	DEME	Retrai- tements DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées	Elimi- nations entre pôles	Total consolidé
Chiffre d'affaires (CA)	1.349.272		501.384	24.042	12.932	(39.916)	1.847.714
Résultat opérationnel sur activité	52.694	(2.294)	1.397	526	(1.886)	105	50.542
Résultat opérationnel (EBIT) (*)	58.541	(2.637)	1.382	5.663	(1.898)	105	61.156
% CA	4,34%		0,28%	23,55%			3,31%
Résultat financier	(4.753)	416	(525)	(769)	402	0	(5.229)
Impôts	(10.549)	497	(3.751)	(424)	(35)	(35)	(14.297)
Résultat net part groupe	44.324	(1.724)	(2.894)	4.491	(1.531)	70	42.736
% CA	3,29%		(0,58%)	18,68%			2,31%
Eléments non cash	146.398	2.294	9.967	(139)	(2.109)	0	156.411
EBITDA (*)	199.092	0	11.364	387	(3.995)	105	206.953
% CA	14,76%		2,27%	1,61%			11,20%

(*) Nous référons à la note 3.2. pour l'incidence de la norme IFRS 16 Contrat de location sur les amortissements de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	DEME	Retrai- tements DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées	Elimi- nations entre pôles	Total consolidé
Chiffre d'affaires (CA)	1.329.416		468.116	75.474	13.706	(26.566)	1.860.146
Résultat opérationnel sur activité	68.895	(2.294)	7.247	9.652	(4.169)	(591)	78.740
Résultat opérationnel (EBIT)	66.997	(2.636)	7.244	11.651	(5.136)	(591)	77.529
% CA	5,04%		1,55%	15,44%			4,17%
Résultat financier	(4.587)	1.450	(79)	(2.130)	(1.716)	0	(7.062)
Impôts	(15.531)	192	(3.091)	(1.741)	(70)	42	(20.199)
Résultat net part groupe	48.425	(994)	4.075	7.815	(6.923)	(549)	51.849
% CA	3,64%		0,87%	10,35%			2,79%
Eléments non cash	118.205	2.294	7.619	(1.028)	(3.729)	0	123.361
EBITDA	187.100	0	14.866	8.624	(7.898)	(591)	202.101
% CA	14,07%		3,18%	11,43%			10,86%

4.2. ETAT RESUME CONSOLIDE DE LA SITUATION FINANCIERE

au 30 juin 2019 (milliers d'euros)	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding et Activités non transférées	Eliminations interpôles	Total consolidé
ACTIFS						
Goodwill	155.567	21.560	0	0	0	177.127
Immobilisations corporelles	2.487.263	78.347	2.316	2.566	0	2.570.492
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	0	20.000	(20.000)	0
Autres actifs financiers non-courants	55.453	0	22.807	25.861	0	104.121
Autres postes d'actifs non- courants	264.012	14.556	35.037	1.284.477	(1.245.836)	352.246
Stocks	12.274	13.287	118.467	3.754	(1.625)	146.157
Trésorerie et équivalents de trésorerie	567.688	40.110	14.868	23.431	0	646.097
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	0	40.670	7.551	2.217	(50.438)	0
Autres postes d'actifs courants	849.413	359.490	37.779	94.049	(13.674)	1.327.057
Total de l'actif	4.391.670	568.020	238.825	1.456.355	(1.331.573)	5.323.297
PASSIFS						
Capitaux propres	1.608.529	73.050	69.437	1.183.259	(1.247.462)	1.686.813
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	20.000	0	(20.000)	0
Emprunts obligataires non courants	0	0	29.636	0	0	29.636
Dettes financières non courantes	1.038.076	20.558	26.873	121.155	0	1.206.662
Autres postes de passifs non courants	173.520	14.620	6.882	22.865	0	217.887
Emprunt obligataire courant	0	0	0	0	0	0
Dettes financières courantes	335.296	4.082	8.198	20.162	0	367.738
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	0	2.217	11.883	36.338	(50.438)	0
Autres postes de passifs courants	1.236.249	453.493	65.916	72.576	(13.673)	1.814.561
Total passifs	2.783.141	494.970	169.388	273.096	(84.111)	3.636.484
Total des capitaux propres et passifs	4.391.670	568.020	238.825	1.456.355	(1.331.573)	5.323.297

au 31 décembre 2018	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Eliminations interpôles	Total consolidé
(milliers d'euros)						
ACTIFS						
Goodwill	155.567	21.560	0	0	0	177.127
Immobilisations corporelles	2.326.304	61.526	928	1.478	0	2.390.236
Prêts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	0	20.000	(20.000)	0
Autres actifs financiers non courants	108.066	0	35.106	28.515	0	171.687
Autres postes d'actifs non courants	274.058	13.217	34.923	1.274.450	(1.245.849)	350.799
Stocks	15.244	16.945	94.592	3.733	(1.625)	128.889
Trésorerie et équivalents de trésorerie	287.394	53.440	9.197	38.315	0	388.346
Position de trésorerie interne – Cash pooling – actif	0	62.808	2.793	1.889	(67.490)	0
Autres postes d'actifs courants	914.328	314.783	26.180	96.214	(9.638)	1.341.867
Total de l'actif	4.080.961	544.279	203.719	1.464.594	(1.344.602)	4.948.951
PASSIFS						
Capitaux propres	1.646.910	84.781	68.108	1.182.527	(1.247.475)	1.734.851
Emprunts non courants à des sociétés consolidées du groupe	0	0	20.000	0	(20.000)	0
Emprunts obligataires non courants	0	0	29.584	0	0	29.584
Dettes financières non courantes	494.796	10.156	21.836	130.000	0	656.788
Autres postes de passifs non courants	179.572	14.712	10.923	21.983	0	227.190
Emprunt obligataire courant	200.221	0	0	0	0	200.221
Dettes financières courantes	148.376	1.699	0	0	0	150.075
Position de trésorerie interne – Cash pooling – passif	0	1.889	11.043	54.558	(67.490)	0
Autres postes de passifs courants	1.411.086	431.042	42.225	75.526	(9.637)	1.950.242
Total passifs	2.434.051	459.498	135.611	282.067	(97.127)	3.214.100
Total des capitaux propres et passifs	4.080.961	544.279	203.719	1.464.594	(1.344.602)	4.948.951

4.3. TABLEAU RESUME CONSOLIDE DES FLUX DE TRESORERIE

au 30 juin 2019 (milliers d'euros)	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	194.498	11.017	3.480	(3.902)	205.093
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles (*)	147.047	(15.365)	2.310	(1.160)	132.832
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(240.061)	(7.673)	(214)	(10.714)	(258.662)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement (*)	372.863	9.685	3.448	(3.008)	382.988
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	279.849	(13.353)	5.544	(14.882)	257.158

(*) Nous référons à la note 3.2. pour l'incidence de la norme IFRS 16 Contrat de location sur les amortissements de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding, Activités non transférées et éliminations	Total consolidé
Flux de trésorerie provenant des activités opérationnelles avant variations du fonds de roulement	187.649	15.379	10.153	(9.448)	203.733
Flux de trésorerie net provenant (utilisé dans) des activités opérationnelles	25.336	16.981	(2.083)	(31.101)	9.133
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	(228.604)	(3.907)	325	(3.646)	(235.832)
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	111.676	(19.781)	7.410	33.036	132.341
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	(91.592)	(6.707)	5.652	(1.711)	(94.358)

Le flux de trésorerie provenant des activités de financement contient les montants de cash pooling par rapport aux autres pôles. Un montant positif correspond à une consommation de liquidité dans le cash pooling. Cette rubrique est également influencée par des financements externes notamment et principalement dans les pôles DEME, promotion immobilière et holding et activités non transférées. Le pôle DEME ne fait pas partie du cash pooling du groupe CFE.

4.4. AUTRES INFORMATIONS

au 30 juin 2019 (milliers d'euros)	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Total consolidé
Amortissements (*)	(148.692)	(7.905)	(384)	(284)	(157.265)
Investissements	230.807	13.294	472	90	244.663

au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	DEME	Contracting	Promotion immobilière	Holding et activités non transférées	Total consolidé
Amortissements	(120.548)	(5.383)	(137)	(82)	(126.150)
Investissements	186.229	4.575	185	673	191.662

(*) Nous référons à la note 3.2. pour l'incidence de la norme IFRS 16 Contrat de location sur les amortissements de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

Les investissements incluent les acquisitions effectuées dans le cadre des activités d'investissement du groupe ainsi que les acquisitions réalisées pour les activités de promotion immobilière dans le cadre des activités opérationnelles. Les acquisitions par voie de regroupement d'entreprises ne sont pas incluses dans ces montants.

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DE DEME	Juin 2019	Juin 2018
(milliers d'euros)		
DEME Offshore	582.939	712.968
Capital & maintenance dredging	572.126	469.969
Environmental	76.709	65.644
Infra	89.730	48.155
Others	27.768	32.680
Total DEME	1.349.272	1.329.416

DÉCOMPOSITION DU CHIFFRE D'AFFAIRES DU POLE CONTRACTING	Juin 2019	Juin 2018
(milliers d'euros)		
Construction	383.528	343.370
Multitechnique	79.813	86.156
Rail Infra & Utilities	38.043	38.590
Total Contracting	501.384	468.116

4.5. SECTEURS GEOGRAPHIQUES

CHIFFRE D'AFFAIRES DU GROUPE CFE

	Juin 2019	Juin 2018
(milliers d'euros)		
Belgique	770.358	566.710
Autres Europe	645.873	930.721
Moyen-Orient	61.945	8.669
Autres Asie	161.019	195.729
Océanie	16.466	18.067
Afrique	136.178	110.558
Amériques	55.875	29.692
Total consolidé	1.847.714	1.860.146

5. ACQUISITIONS ET CESSIONS DE FILIALES

ACQUISITIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2019

Aucune opération ayant une incidence matérielle n'a été réalisée dans le courant du premier semestre 2019.

CESSIONS POUR LA PÉRIODE AU 30 JUIN 2019

Aucune opération ayant une incidence matérielle n'a été réalisée dans le courant du premier semestre 2019.

Les acquisitions et cessions réalisées au niveau du pôle promotion immobilière ne sont pas des regroupements d'entreprises et, par conséquent, l'ensemble du prix payé est alloué aux terrains et constructions détenus en stock. Les principales acquisitions et cessions réalisées au niveau du pôle promotion immobilière sont présentées dans le préambule.

ACTIFS DÉTENUS EN VUE DE LA VENTE

Dans le courant du 1^{er} semestre 2019, un mandat a été octroyé pour la mise en vente de 100% des titres de la société Merkur Offshore GmbH. Il s'agit d'une société de concessions d'un parc éolien en Allemagne dont DEME détient 12,5%. Au 30 juin 2019, la valeur nette comptable des actifs consolidés dans les états financiers du groupe CFE, soit 49,4 millions d'euros, sont présentés au titre d'actifs détenus en vue de la vente.

RESULTAT GLOBAL

6. PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES

Les produits des activités annexes qui s'élèvent à 48.376 milliers d'euros (juin 2018 : 31.123 milliers d'euros) sont essentiellement relatifs à des locations, autres indemnisations et refacturations diverses pour 41.858 milliers d'euros (juin 2018 : 29.171 milliers d'euros) dont DEME pour 27.691 milliers d'euros ainsi que les plus-values sur cessions d'immobilisations pour 6.518 milliers d'euros (juin 2018 : 1.829 milliers d'euros) lesquels sont essentiellement liées à DEME (6.113 milliers d'euros).

7. RESULTAT FINANCIER

(milliers d'euros)	Juin 2019	Juin 2018
Coût de l'endettement financier	(1.044)	(7.091)
Instruments dérivés - Juste valeur ajustée par le compte de résultats	0	0
Instruments dérivés utilisés comme instruments de couverture	0	0
Actifs valorisés à la juste valeur	0	0
Instruments financiers disponible à la vente	0	0
Prêts et créances - Produits	7.242	5.376
Passifs évalués au coût amorti – Charges d'intérêts (*)	(8.286)	(12.467)
Autres charges et produits financiers	(4.185)	29
Gains (pertes) de change réalisés / non réalisés	(1.656)	2.459
Dividendes reçus des entreprises non consolidées	5	43
Charges financières relatives au régime à prestations définies	0	0
Réduction de valeurs sur actifs financiers	0	0
Autres	(2.534)	(2.473)
Résultat financier	(5.229)	(7.062)

(*) Nous référons à la note 3.2. pour l'incidence de la norme IFRS 16 Contrats de location sur la charge d'intérêts de la période du 1^{er} janvier au 30 juin 2019.

L'évolution des gains (pertes) de change réalisés / non réalisés et autres au 30 juin 2019 s'explique principalement par la valorisation de l'euro par rapport à d'autres devises chez DEME.

8. PARTICIPATIONS NE DONNANT PAS LE CONTROLE

Au 30 juin 2019, la part des participations ne donnant pas le contrôle dans le résultat de l'exercice s'élève à 1.106 milliers d'euros (juin 2018: 1.581 milliers d'euros) et est principalement liée à DEME (1.085 milliers d'euros).

9. IMPOTS SUR LE RESULTAT

La charge d'impôts s'élève à 14.297 milliers d'euros au premier semestre 2019, contre 20.199 milliers d'euros au premier semestre 2018. Le taux effectif d'impôts est de 31,55%, contre 28,18% au 30 juin 2018. Le taux effectif d'impôts est le rapport entre la charge d'impôts de la période et le résultat avant impôts corrigé de la part dans le résultat des entreprises associées et des partenariats.

SITUATION FINANCIERE

10. IMMOBILISATIONS CORPORELLES

Période du 1 ^{er} janvier au 30 juin 2019 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	En construction	Total
Coûts d'acquisition					
Solde au terme de l'exercice précédent	144.300	3.914.871	68.409	431.022	4.558.602
Actifs au titre de droit d'utilisation, 1 ^{er} janvier 2019	72.371	5.311	21.081	0	98.763
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(495)	746	(39)	1	213
Acquisitions	2.915	91.143	9.552	140.786	244.396
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	32	125.230	79	(119.303)	6.038
Cessions	(215)	(80.096)	(4.065)	0	(84.376)
Changement de périmètre	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	218.908	4.057.205	95.017	452.506	4.823.636
Amortissements et dépréciations					
Solde au terme de l'exercice précédent	(59.027)	(2.053.942)	(55.397)	0	(2.168.366)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(27)	(1.007)	(18)	0	(1.052)
Amortissements	(8.407)	(140.901)	(7.383)	0	(156.691)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(1)	428	(104)	(6.229)	(5.906)
Cessions	99	68.876	3.667	6.229	78.871
Changement de périmètre	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	(67.363)	(2.126.546)	(59.235)	0	(2.253.144)
Valeur nette comptable					
Au 1^{er} janvier 2019	85.273	1.860.929	13.012	431.022	2.390.236
Au 30 juin 2019	151.545	1.930.659	35.782	452.506	2.570.492

La valeur nette comptable des immobilisations corporelles s'élève à 2.570.492 milliers d'euros au 30 juin 2019 (contre 2.390.236 milliers d'euros au 31 décembre 2018).

Au 30 juin 2019, les acquisitions d'immobilisations corporelles s'élèvent à 244.396 milliers d'euros et sont essentiellement liées à DEME (230.797 milliers d'euros).

Sur les dix navires commandés en 2015, 2016 et 2018 pour une valeur globale supérieure à un milliard d'euros, les dragues aspiratrices en marche Minerva et Scheldt River, les navires Gulliver (en partenariat), Apollo et Living Stone ont été livrés en 2017 et 2018. Lors du 1^{er} semestre 2019, le navire Bonny River a rejoint la flotte de DEME. Au 30 juin 2019, un montant résiduel de 253 millions d'euros sera investi au titre de navires en cours de construction dans les années à venir.

Le montant des immobilisations corporelles constituant une garantie pour certains emprunts s'élève à 55.686 milliers d'euros (décembre 2018 : 84.599 milliers d'euros).

Les montants repris sous la rubrique « Actifs au titre de droit d'utilisation, 1^{er} janvier 2019 » indiquent l'impact du retraitement de la norme sur l'état consolidé de la situation financière au 1^{er} janvier 2019, lequel s'élève à un montant de 98.763 milliers d'euros. Nous référons à la note 3.2.

La valeur nette des actifs au titre du droit d'utilisation s'élève à 153.087 milliers d'euros au 30 juin 2019 (31 décembre 2018 : 58.785 milliers d'euros). Ces actifs concernent principalement les concessions et bâtiments du groupe DEME, la flotte de véhicules du groupe, les sièges sociaux des filiales Mobix Stevens NV, Mobix Engema SA, CFE SA, BPI Real Estate Belgium SA et Arthur Vandendorpe NV ; les grues de Benelmat et les équipements de Mobix Coghe NV.

Période du 1^{er} janvier au 30 juin 2018 (milliers d'euros)	Terrains et constructions	Installations et équipements	Mobilier, agencements et matériel roulant	En construction	Total
Coûts d'acquisition					
Solde au terme de l'exercice précédent	144.888	3.435.161	76.181	428.074	4.084.304
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	131	667	32	58	888
Acquisitions	2.309	71.225	3.803	113.319	190.656
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	(1.328)	3.500	1.909	(5.136)	(1.055)
Cessions	(967)	(22.263)	(2.751)	0	(25.981)
Changement de périmètre	187	788	527	0	1.502
Solde au terme de l'exercice	145.220	3.489.078	79.701	536.315	4.250.314
Amortissements et dépréciations					
Solde au terme de l'exercice précédent	(58.599)	(1.823.759)	(63.738)	0	(1.946.096)
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	(112)	(344)	7	0	(449)
Amortissements	(2.700)	(118.667)	(2.987)	0	(124.354)
Transferts d'une rubrique d'actif à une autre	4.124	213	(3.667)	0	670
Cessions	967	21.591	2.594	0	25.152
Changement de périmètre	(187)	3.501	(527)	0	2.787
Solde au terme de l'exercice	(56.507)	(1.917.465)	(68.318)	0	(2.042.290)
Valeur nette comptable					
Au 1^{er} janvier 2018	86.289	1.611.402	12.443	428.074	2.138.208
Au 30 juin 2018	88.713	1.571.613	11.383	536.315	2.208.024

11. ENTREPRISES ASSOCIEES ET PARTENARIATS

Au 30 juin 2019, les participations dans les entreprises associées et partenariats s'élèvent à 148.765 milliers d'euros (décembre 2018 : 155.792 milliers d'euros). La part du groupe CFE dans le résultat des entreprises associées et partenariats s'élève à 10.614 milliers d'euros (contre -1.211 milliers d'euros en juin 2018) et est essentiellement issu des activités de DEME et de promotion immobilière.

12. STOCKS

Au 30 juin 2019, les stocks s'élèvent à 146.157 milliers d'euros (décembre 2018 : 128.889 milliers d'euros) et se détaillent comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
Matières premières et auxiliaires	34.298	37.203
Réductions de valeur sur stock matières premières et auxiliaires	(179)	(195)
Produits finis et immeubles destinés à la vente	112.945	92.861
Réductions de valeur sur stocks de produits finis	(907)	(980)
Stocks	146.157	128.889

L'augmentation des produits finis et immeubles destinés à la vente est principalement issue de l'activité polonaise du pôle promotion immobilière.

13. CREANCES COMMERCIALES ET AUTRES CREANCES D'EXPLOITATION

Au 30 juin 2019, les créances commerciales et autres créances d'exploitation s'élèvent à 1.174.985 milliers d'euros (décembre 2018 : 1.261.298 milliers d'euros). La diminution de ce poste au 1^{er} semestre 2019 est essentiellement due aux activités du groupe DEME.

En ce qui concerne le risque sur ses créances clients, le groupe a mis en place des procédures afin de limiter ce risque. Il est à noter qu'une partie non négligeable du chiffre d'affaires consolidé est réalisé avec une clientèle publique ou parapublique. Par ailleurs, CFE considère que la concentration du risque de contrepartie lié aux comptes clients est limitée du fait du grand nombre de clients.

Afin de limiter le risque courant, le groupe CFE suit de façon régulière ses encours clients et adapte sa position vis-à-vis de ceux-ci. Remarquons à ce propos que CFE a réalisé des travaux sur deux chantiers au Tchad. Il s'agit de la construction du Grand Hôtel et du bâtiment du Ministère des Finances. La gestion opérationnelle et la maintenance du Grand Hôtel ont été transférées en juin 2017 à l'opérateur hôtelier désigné par l'Etat tchadien. L'ouverture officielle du Grand Hôtel eut lieu le 1^{er} juillet 2017. Suite aux encaissements intervenus en juillet 2018, le montant des créances ouvertes a été réduit de 7,5 millions d'euros, passant de 60 à 52,5 millions d'euros (hors TVA et en excluant les créances couvertes par le groupe d'assurance-crédit, Credendo). Aucun nouvel encaissement n'est intervenu depuis juillet 2018. Par ailleurs, les sommes encaissées localement n'ont pas encore été converties en euros et transférées en Belgique. Les termes et conditions du refinancement des créances du Grand Hôtel ont été formellement approuvés par les autorités tchadiennes. Ceux-ci doivent maintenant être validés par le conseil d'administration de l'Afreximbank.

Suite à l'application du modèle des pertes estimées, tel que prescrit par la norme IFRS 9, les créances détenues par le groupe CFE sur l'état tchadien ont été dépréciées. La réduction de valeur cumulée relative à ces créances s'élève à -22 millions d'euros au 30 juin 2019.

14. PROVISIONS AUTRES QU'ENGAGEMENTS DE RETRAITES ET AVANTAGES DU PERSONNEL NON COURANTS

Au 30 juin 2019, ces provisions s'élèvent à 99.743 milliers d'euros, soit une diminution de 934 milliers d'euros par rapport à décembre 2018 (100.677 milliers d'euros).

	Service après- vente	Autres risques courants	Provisions pour mises en équivalences négatives	Autres risques non courants	Total
(milliers d'euros)					
Solde au terme de l'exercice précédent	15.530	49.975	23.422	11.750	100.677
Effets des variations des cours des monnaies étrangères	14	61	0	7	82
Effets d'actualisation	0	0	0	0	0
Transferts d'une rubrique à une autre	(115)	1	(270)	118	(266)
Provisions constituées	1.691	8.083	0	78	9.852
Provisions utilisées	(2.139)	(8.398)	0	(65)	(10.602)
Provisions reprises non utilisées	0	0	0	0	0
Solde au terme de l'exercice	14.981	49.722	23.152	11.888	99.743

dont courant : 64.703 milliers d'euros
non courant : 35.040 milliers d'euros

La provision pour service après-vente diminue de 549 milliers d'euros pour atteindre 14.981 milliers d'euros au 30 juin 2019.

Les provisions pour autres risques courants diminuent de 253 milliers d'euros et s'élèvent à 49.722 milliers d'euros au 30 juin 2019.

Celles-ci comprennent :

- les provisions pour litiges clients (6.717 milliers d'euros), pour litiges sociaux (926 milliers d'euros), ainsi que les provisions pour autres risques (21.422 milliers d'euros). Etant donné que les négociations avec les clients sont encore en cours, nous ne pouvons pas donner plus d'information sur les hypothèses prises, ni sur le moment du décaissement probable;
- les provisions pour pertes à terminaison (20.657 milliers) sont comptabilisées lorsque les avantages économiques attendus de certains contrats sont moins élevés que les coûts inévitables liés au respect des obligations de ceux-ci. L'utilisation des pertes à terminaison est liée à l'exécution des contrats y relatifs.

Lorsque la part du groupe CFE dans les pertes des sociétés mises en équivalence excède la valeur comptable de la participation, cette dernière est ramenée à zéro. Les pertes au-delà de ce montant ne sont pas comptabilisées, à l'exception du montant des engagements du groupe CFE envers ses sociétés mises en équivalence. Le montant de ces engagements est comptabilisé parmi les provisions non courantes, le groupe estimant avoir une obligation de soutenir ces sociétés et leurs projets.

Les provisions pour autres risques non courants comprennent les provisions pour risques non liés directement au cycle d'exploitation des chantiers en cours.

15. ACTIFS ET PASSIFS EVENTUELS

Suivant les informations disponibles à la date où les états financiers ont été approuvés par le conseil d'administration, nous ne connaissons pas d'actifs ou passifs éventuels, à l'exception des actifs ou passifs éventuels liés aux contrats de construction (par exemple les revendications du groupe envers les clients ou les revendications de sous-traitants), ce que l'on peut qualifier comme normal pour le secteur du dragage et de la construction et qui sont traités via la détermination du résultat du chantier lors de l'application de la méthode du pourcentage d'avancement.

DEME a ainsi été impliqué, en 2018, dans un litige avec le Rijkwaterstaat aux Pays-Bas relatif à l'exécution du projet du Canal Juliana. Sur base des informations actuellement disponibles, il est difficile pour DEME d'estimer les conséquences financières de ce litige.

CFE veille également à ce que les entreprises du groupe s'organisent afin que les lois et réglementations en vigueur soient respectées, y compris les règles de « compliance ». DEME coopère pleinement à une enquête judiciaire sur les circonstances de l'attribution d'un contrat qui a été exécuté entre-temps en Russie. Dans les circonstances actuelles, on ne peut estimer de manière fiable l'impact financier pour DEME.

16. INSTRUMENTS FINANCIERS DERIVES

Le groupe CFE utilise des instruments financiers dérivés principalement afin de réduire les risques liés aux fluctuations défavorables des taux d'intérêts, les risques de taux de change, des prix des matières premières et d'autres risques de marché. La société ne détient ni n'émet d'instruments financiers à des fins de transactions. Cependant, les dérivés qui ne sont pas qualifiés comme instruments de couverture sont présentés en tant qu'instruments détenus à des fins de transactions.

La variation de juste valeur liée aux instruments de couverture dans les fonds propres consolidés du groupe CFE s'élève à -29,5 millions d'euros. Celle-ci est la conséquence de la baisse des taux d'intérêt à moyen et long terme dans la zone EURO et concerne principalement les instruments de couverture de type IRS des sociétés de projets SeaMade et Rentel, consolidées par mise en équivalence.

Au 30 juin 2019, les instruments financiers dérivés ont été estimés à leur juste valeur.

17. INFORMATIONS RELATIVES A L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

17.1. L'ENDETTEMENT FINANCIER NET

(milliers d'euros)	Juin 2019			Décembre 2018		
	Non courant	Courant	Total	Non courant	Courant	Total
Emprunts bancaires et autres dettes financières	966.000	197.496	1.163.496	472.786	138.888	611.674
Emprunts obligataires	29.636	0	29.636	29.584	200.221	229.805
Tirages sur lignes de crédit	130.000	0	130.000	146.000	0	146.000
Dettes de location	110.662	29.430	140.092	38.002	8.324	46.326
Total de l'endettement financier long terme	1.236.298	226.926	1.463.224	686.372	347.433	1.033.805
Dettes financières à court terme	0	140.812	140.812	0	2.863	2.863
Equivalents de trésorerie	0	(3.848)	(3.848)	0	(12.655)	(12.655)
Trésorerie	0	(642.249)	(642.249)	0	(375.691)	(375.691)
Total de l'endettement financier net à court terme (ou disponibilités)	0	(505.285)	(505.285)	0	(385.483)	(385.483)
Total de l'endettement financier net	1.236.298	(278.359)	957.939	686.372	(38.050)	648.322
Instruments dérivés de couverture de taux	11.608	4.685	16.293	6.168	3.143	9.311

Les emprunts bancaires et autres dettes financières (1.163.496 milliers d'euros) concernent essentiellement les lignes de crédit corporate et crédit de projets octroyés chez DEME, alloués au financement de la flotte de navires.

Suite au remboursement, à l'échéance le 14 février 2019, par DEME de son emprunt obligataire d'un montant de 200 millions d'euros, le seul emprunt obligataire qui subsiste est au niveau de BPI. Cet emprunt obligataire a été émis le 19 décembre 2017 à hauteur de 30 millions d'euros. Il génère un intérêt de 3,75% et est remboursable le 19 décembre 2022.

Les dettes de location (140.092 milliers d'euros) concernent principalement les dettes liées aux contrats qui répondent aux critères du champ d'application de la norme IFRS 16 Contrats de location applicable au 1^{er} janvier 2019 (97.940 milliers d'euros) dont l'incidence sur l'ouverture est de 98.763 milliers d'euros (voir note 17.3). La contribution du groupe DEME qui y est liée s'élève à 81.484 milliers d'euros et concerne principalement leurs concessions tandis que les pôles contracting, promotion immobilière et Holding & activités non transférées y contribuent pour 16.455 milliers d'euros.

17.2. ECHEANCIER DES DETTES FINANCIERES

(milliers d'euros)	Echéant dans l'année	Entre 1 et 2 ans	Entre 2 et 3 ans	Entre 3 et 5 ans	Entre 5 et 10 ans	Plus de 10 ans	Juin 2019
Emprunts bancaires et autres dettes financières	197.496	196.319	195.772	309.511	264.398	0	1.163.496
Emprunt obligataire	0	0	0	29.636	0	0	29.636
Tirages sur lignes de crédit	0	11.000	4.000	115.000	0	0	130.000
Dettes de location	29.430	25.329	18.539	25.644	18.613	22.537	140.092
Total de l'endettement financier long terme	226.926	232.648	218.311	479.791	283.011	22.537	1.463.224
Dettes financières à court terme	140.812	0	0	0	0	0	140.812
Equivalents de trésorerie	(3.848)	0	0	0	0	0	(3.848)
Trésorerie	(642.249)	0	0	0	0	0	(642.249)
Total de l'endettement financier net à court terme	(505.285)	0	0	0	0	0	(505.285)
Total de l'endettement financier net	(278.359)	232.648	218.311	479.791	283.011	22.537	957.939

17.3. FLUX DE TRESORERIE RELATIFS AUX DETTES FINANCIERES

Au 30 juin 2019, les dettes financières de CFE s'élèvent à 1.604.036 milliers d'euros, soit une augmentation de 567.368 milliers d'euros par rapport au 31 décembre 2018. Cet accroissement de la dette, principalement relative à DEME, s'explique par la mise en place de 600 millions d'euros d'emprunts à moyen terme partiellement compensée par le remboursement de l'emprunt obligataire (-200 millions d'euros). L'incidence de la norme IFRS 16 Contrats de location s'élève à 98.763 milliers d'euros au 1^{er} janvier 2019. Nous référons à la note 3.2.

(milliers d'euros)	Décembre 2018	Incidence IFRS 16 au 01/01/2019	Flux de trésorerie	Mouvements non- cash		Total mouvements non-cash	Juin 2019
				Modifications de périmètre	Autres variations		
Dettes financières – Non courantes							
Emprunts obligataires	29.584	0	0	0	52	52	29.636
Autres dettes financières non courantes	656.788	75.541	570.711	0	(96.378)	(96.378)	1.206.662
Dettes financières – Courantes							
Emprunts obligataires	200.221	0	(200.000)	0	(221)	(221)	0
Autres dettes financières courantes	150.075	23.222	86.739	0	107.702	107.702	367.738
Total	1.036.668	98.763	457.450	0	11.155	11.155	1.604.036

17.4. LIGNES DE CREDIT

CFE SA dispose au 30 juin 2019 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 204 millions d'euros, utilisées à hauteur de 110 millions d'euros au 30 juin 2019. CFE SA a également la possibilité d'émettre des billets de trésorerie à hauteur de 50 millions d'euros. Cette source financement est utilisée au 30 juin 2019 à hauteur de 30 millions d'euros.

BPI Real Estate Belgium SA dispose au 30 juin 2019 de lignes de crédit bancaire à long terme confirmées de 40 millions d'euros, utilisées à hauteur de 20 millions d'euros au 30 juin 2019. BPI Real Estate Belgium SA a également la possibilité d'émettre des billets de trésorerie à hauteur de 40 millions d'euros. Cette source de financement est utilisée au 30 juin 2019 à hauteur de 8 millions d'euros.

DEME dispose, par ailleurs, de lignes de crédit bancaire confirmées « revolving credit facilities » de 95 millions d'euros et de la possibilité d'émettre du commercial paper à hauteur de 125 millions d'euros. Au 30 juin 2019, DEME a émis des billets de trésorerie à hauteur de 110 millions d'euros. Les lignes de crédit confirmées ne sont pas utilisées.

17.5. COVENANTS

Les crédits bilatéraux sont soumis à des covenants spécifiques qui tiennent compte entre autres de l'endettement financier et de la relation entre celui-ci et les capitaux propres ou les actifs immobilisés, ainsi que du cash-flow généré. Les covenants sont intégralement respectés au 30 juin 2019.

18. INFORMATIONS RELATIVES A LA GESTION DES RISQUES FINANCIERS

18.1. RISQUE DE TAUX D'INTERETS

La politique et les procédures de gestion des risques définies par le groupe sont identiques à celles décrites dans le rapport annuel 2018.

L'incidence de la couverture du risque de variation de taux d'intérêts sur les dettes financières, hors dettes de location, se résume comme suit :

Taux moyen effectif **avant** prise en compte des produits dérivés

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	56.092	58,59%	1,22%	1.107.404	90,22%	0,70%	1.163.496	87,93%	0,73%
Emprunt obligataire	29.636	30,96%	3,75%	0	0,00%	0,00%	29.636	2,24%	3,75%
Tirages sur lignes de crédit	10.000	10,45%	1,40%	120.000	9,78%	1,02%	130.000	9,83%	1,02%
Total	95.728	100%	2,02%	1.227.404	100%	0,73%	1.323.132	100%	0,82%

Taux moyen effectif **après** prise en compte des couvertures de gestion

Type de dettes	Taux fixe			Taux variable			Taux variable capé + inflation			Total		
	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux	Montants	Quote-part	Taux
Emprunts bancaires et autres dettes financières	1.134.561	92,08%	1,08%	28.935	31,82%	1,15%	0	0,00%	0,00%	1.163.496	87,93%	1,08%
Emprunt obligataire	29.636	2,41%	3,75%	0	0,00%	0,00%	0	0,00%	0,00%	29.636	2,24%	3,75%
Tirages sur lignes de crédit	68.000	5,52%	1,50%	62.000	68,18%	1,17%	0	0,00%	0,00%	130.000	9,83%	1,17%
Total	1.232.197	100%	1,17%	90.935	100%	1,16%	0	0,00%	0,00%	1.323.132	100%	1,15%

18.2. REPARTITION PAR DEVISE DES DETTES FINANCIERES A LONG TERME

Les encours de dettes (hors dettes de location qui sont majoritairement en euros) par devises sont :

(milliers d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
Euro	1.323.132	987.479
Dollar américain	0	0
Autres devises	0	0
Total des dettes à long terme	1.323.132	987.479

18.3. VALEUR COMPTABLE ET JUSTE VALEUR PAR CATEGORIE COMPTABLE

30 juin 2019
(milliers d'euros)

	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés non qualifiés d'instruments de couverture	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Actifs / passifs mesurés au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants	8		104.121	104.129		104.129
Titres de participation (1)			6.562	6.562	Niveau 2	6.562
Prêts et créances financiers (1)			97.559	97.559	Niveau 2	97.559
Dérivés de taux	8			8	Niveau 2	8
Actifs financiers courants	514	101	1.821.082	1.821.697		1.821.697
Créances commerciales et autres créances d'exploitation			1.174.985	1.174.985	Niveau 2	1.174.985
Dérivés de taux	514	101		615	Niveau 2	615
Equivalents de trésorerie (2)			3.848	3.848	Niveau 1	3.848
Disponibilités (2)			642.249	642.249	Niveau 1	642.249
Actif total	522	101	1.925.203	1.925.826		1.925.826
Dettes financières non courantes	1.335	11.607	1.236.298	1.249.240		1.261.049
Emprunt obligataire			29.636	29.636	Niveau 1	29.636
Dettes financières			1.206.662	1.206.662	Niveau 2	1.218.471
Dérivés de taux	1.335	11.607		12.942	Niveau 2	12.942
Passifs financiers courants	3.705	7.357	1.710.762	1.721.824		1.724.239
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation			1.343.024	1.343.024	Niveau 2	1.343.024
Emprunts obligataires				0	Niveau 1	0
Dettes financières			367.738	367.738	Niveau 2	370.153
Dérivés de taux	3.705	7.357		11.062	Niveau 2	11.062
Passif total	5.040	18.964	2.947.060	2.971.064		2.985.288

31 décembre 2018
(milliers d'euros)

	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés non qualifiés d'instruments de couverture	AFMOJV / PFDJV (3) – Dérivés qualifiés d'instruments de couverture	Actifs / passifs mesurés au coût amorti	Total de la valeur nette comptable	Mesure de la juste valeur des actifs financiers par niveau	Juste valeur de la classe
Actifs financiers non courants		9	171.687	171.696		171.696
Titres de participation (1)			5.758	5.758	Niveau 2	5.758
Prêts et créances financiers (1)			165.929	165.929	Niveau 2	165.929
Dérivés de taux		9		9	Niveau 2	9
Actifs financiers courants	257	18	1.649.644	1.649.919		1.649.919
Créances commerciales et autres créances d'exploitation			1.261.298	1.261.298	Niveau 2	1.261.298
Dérivés de taux	257	18		275	Niveau 2	275
Equivalents de trésorerie (2)			12.655	12.655	Niveau 1	12.655
Disponibilités (2)			375.691	375.691	Niveau 1	375.691
Actif total	257	27	1.821.331	1.821.615		1.821.615
Dettes financières non courantes	3.185	6.169	686.372	695.726		702.044
Emprunt obligataire			29.584	29.584	Niveau 1	29.584
Dettes financières			656.788	656.788	Niveau 2	663.106
Dérivés de taux	3.185	6.169		9.354	Niveau 2	9.354
Passifs financiers courants	3.170	7.820	1.761.240	1.772.230		1.781.768
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation			1.410.944	1.410.944	Niveau 2	1.410.944
Emprunts obligataires			200.221	200.221	Niveau 1	200.880
Dettes financières			150.075	150.075	Niveau 2	158.954
Dérivés de taux	3.170	7.820		10.990	Niveau 2	10.990
Passif total	6.355	13.989	2.447.612	2.467.956		2.483.812

- (1) Repris dans les rubriques "autres actifs financiers non courants" et "autres actifs non courants"
- (2) Repris dans la rubrique "trésorerie et équivalents de trésorerie"
- (3) AFMOJV : Actifs financiers mesurés obligatoirement à la juste valeur par le biais du résultat net
PFDJV : Passifs financiers désignés à la juste valeur par le biais du résultat net

La juste valeur des instruments financiers peut être hiérarchisée selon 3 niveaux (1 à 3) correspondant chacun à un degré d'observabilité de la juste valeur:

- Les évaluations de la juste valeur de niveau 1 sont celles qui sont établies d'après des prix (non ajustés) cotés sur des marchés actifs pour des actifs ou des passifs identiques;
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 2 sont celles qui sont établies d'après des données autres que les prix cotés au niveau 1, qui sont observables pour l'actif ou le passif concerné, soit directement (à savoir des prix) ou indirectement (à savoir des données dérivées des prix);
- Les évaluations de la juste valeur de niveau 3 sont celles qui sont établies d'après des techniques d'évaluation qui comprennent des données relatives à l'actif ou au passif qui ne sont pas basées sur des données observables de marché (données non observables).

La juste valeur des instruments financiers a été déterminée selon les méthodes suivantes :

- Pour les instruments financiers à court terme, tels que les créances et dettes commerciales, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti;
- Pour les prêts et emprunts à taux variable, la juste valeur est considérée comme n'étant pas significativement différente de la valeur comptable en fonction du coût amorti ;
- Pour les instruments financiers dérivés de taux, de change ou de flux de trésorerie prévisionnels, la juste valeur est déterminée sur base de modèles actualisant les flux futurs déterminés sur base des courbes de taux d'intérêts futurs, ou des taux de change ou autres prix à terme (forward) ;
- Pour les autres instruments financiers dérivés, la juste valeur est déterminée sur base d'un modèle d'actualisation de flux futurs estimés ;
- Pour les obligations cotées émises par DEME et BPI, la juste valeur est déterminée sur base de la cotation à la date de clôture ;
- Pour les emprunts à taux fixe : la juste valeur est déterminée sur base des flux de trésorerie actualisés, basés sur les taux d'intérêt de marché à la date de clôture.

19. AUTRES ENGAGEMENTS DONNES

Le total des engagements donnés autres que des sûretés réelles pour le groupe CFE pour l'exercice se clôturant au 30 juin 2019 s'élève à 1.316.429 milliers d'euros (2018 : 1.450.914 milliers d'euros) et se décompose par nature comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
Bonne exécution et performance bonds (a)	1.150.256	1.273.793
Soumissions (b)	11.793	13.110
Restitution d'acomptes (c)	1.100	1.206
Retenues de garanties (d)	15.769	17.491
Paiement à terme des sous-traitants et fournisseurs (e)	48.870	64.999
Autres engagements donnés - dont 69.130 milliers d'euros de garanties corporate chez DEME	88.641	80.315
Total	1.316.429	1.450.914

- a) Garanties données dans le cadre de la réalisation des marchés de travaux. En cas de défaillance du constructeur, la banque (ou la compagnie d'assurance) s'engage à indemniser le client à hauteur de la garantie.
- b) Garanties données dans le cadre d'appels d'offres relatifs aux marchés de travaux.
- c) Garanties délivrées par la banque à un client garantissant la restitution des avances sur contrats (principalement chez DEME).
- d) Garanties délivrées par la banque à un client se substituant à la retenue de garantie.
- e) Garantie du paiement de la dette envers un fournisseur ou un sous-traitant.

20. AUTRES ENGAGEMENTS REÇUS

(milliers d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
Bonne exécution et performance bonds	525.899	512.354
Autres engagements reçus	3.352	3.154
Total	529.251	515.508

21. LITIGES

Le groupe CFE connaît un nombre de litiges que l'on peut qualifier de normal pour le secteur du dragage et de la construction. Dans la plupart des cas, le groupe CFE cherche à conclure une convention transactionnelle avec la partie adverse, ce qui réduit substantiellement le nombre de procédures.

Le groupe CFE essaie de récupérer des créances auprès des clients. Il est néanmoins impossible de faire une estimation de ce potentiel d'actifs.

22. PARTIES LIEES

- Ackermans & van Haaren (AvH) détient 15.396.511 actions de CFE au 30 juin 2019, étant par conséquent l'actionnaire principal de CFE, à hauteur de 60,82% .
- Des prêts ont été accordés à certains membres du comité exécutif de CFE Contracting et de BPI Real Estate Belgium dans le cadre des plans de stock option qui leur ont été octroyés.
- Dredging Environmental & Marine engineering NV et CFE SA ont conclu un contrat de services avec Ackermans van Haaren NV, respectivement le 26 novembre 2001 et le 11 juin 2018. Les rémunérations dues par Dredging Environmental & Marine engineering NV, filiale à 100% de CFE SA, et par CFE SA en vertu de ce contrat, s'élèvent à 1.215 milliers d'euros et 663 milliers d'euros par année.
- Il n'y a pas de transactions avec les sociétés Trorema SPRL, Frédéric Claes SA, 8822 SPRL, D2C Partners, Artist Valley SA, Almacon SPRL, MSQ SPRL, Renaud Bentegeat Conseil SASU, sans préjudice de la facturation de ces sociétés au titre de leur contrat de prestation de services.
- Au 30 juin 2019, le groupe CFE exerce un contrôle conjoint sur notamment Rent-A-Port NV, Green-Offshore NV et leurs filiales.
- Les transactions avec les parties liées concernent essentiellement les opérations avec les sociétés dans lesquelles CFE exerce une influence notable ou détient un contrôle conjoint. Ces transactions sont effectuées sur une base de prix de marché .
- Durant le 1^{er} semestre 2019, il n'y a pas eu de variations significatives dans la nature des transactions avec les parties liées par rapport au 31 décembre 2018.

Les transactions commerciales ou transactions de financement entre le groupe et des entreprises associées et partenariats, intégrées suivant la méthode de mise en équivalence se présentent comme suit :

(milliers d'euros)	Juin 2019	Décembre 2018
Actifs vers les parties liées	231.338	237.937
Actifs financiers non courants	151.396	170.380
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	47.682	50.072
Autres actifs courants	32.260	17.485
Passifs vers les parties liées	67.876	37.646
Autres passifs non courants	1.836	1.309
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	66.040	36.337

(milliers d'euros)	Juin 2019	Juin 2018
Charges & produits envers les parties liées	158.474	266.002
Chiffre d'affaires & produits des activités annexes	172.226	281.934
Achats & autres charges opérationnelles	(19.833)	(20.453)
Charges & produits financiers	6.081	4.521

Le chiffre d'affaires et les produits d'activités annexes envers les entreprises associées et partenariats diminuent sensiblement entre juin 2018 et juin 2019 suite à la fin des travaux de développement des parcs éoliens offshore Merkur et Rentel.

23. EVENEMENTS POSTERIEURS A LA CLOTURE

Néant.

24. IMPACT DES MONNAIES ETRANGERES

Les activités du groupe CFE à l'international pour les pôles contracting et promotion immobilière se réalisent principalement dans la zone euro. En conséquence, l'exposition de ces pôles au risque de change est très limitée ainsi que l'impact sur les états financiers. Par contre, DEME réalise une grande part de ses activités à l'international. Ces activités sont majoritairement effectuées en US Dollar ou en devises qui y sont étroitement liées. DEME pratique des couvertures de taux.

25. RECHERCHE ET DEVELOPPEMENT

DEME effectue des recherches afin d'accélérer l'efficacité de sa flotte. Elle mène également en partenariat avec les universités et la région flamande des études afin de développer la production d'énergie durable en milieu marin.

26. SAISONNALITE DE L'ACTIVITE

L'activité de construction est saisonnière et influencée par les conditions climatiques hivernales.

Le niveau du chiffre d'affaires et celui des résultats du premier semestre ne peuvent pas être extrapolés sur l'ensemble de l'exercice. La saisonnalité de l'activité se traduit par une consommation de la trésorerie d'exploitation au cours du premier semestre.

L'impact des facteurs saisonniers n'a fait l'objet d'aucune correction sur les états financiers semestriels du groupe.

Les produits et charges des activités que le groupe perçoit ou supporte de façon saisonnière, cyclique ou occasionnelle sont pris en compte selon des règles identiques à celles retenues pour la clôture annuelle. Ils ne sont ni anticipés, ni différés à la date de l'arrêté intermédiaire.

27. RAPPORT DU COMMISSAIRE

Au conseil d'administration

Dans le cadre de notre mandat de commissaire, nous vous faisons rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée. Cette information financière intermédiaire consolidée comprend la situation financière consolidée résumée clôturée le 30 juin 2019, le compte de résultats consolidé résumé, l'état consolidé résumé du résultat global, l'état consolidé résumé des variations des capitaux propres et le tableau consolidé résumé des flux de trésorerie pour le semestre clôturé à cette date, ainsi que les notes sélectives 1 à 26.

Rapport sur l'information financière intermédiaire consolidée

Nous avons effectué l'examen limité de l'information financière intermédiaire consolidée de Compagnie d'Entreprises CFE SA (« la société ») et ses filiales (conjointement « le groupe »), préparée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Le total de l'actif mentionné dans la situation financière consolidée résumée s'élève à 5 323 297 (000) EUR et le bénéfice consolidé (part du groupe) de la période s'élève à 42 736 (000) EUR.

Le conseil d'administration est responsable de l'établissement et de la présentation sincère de cette information financière intermédiaire consolidée conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne. Notre responsabilité est d'exprimer une conclusion sur cette information financière intermédiaire consolidée sur la base de notre examen limité.

Etendue de l'examen limité

Nous avons effectué notre examen limité selon la norme internationale ISRE 2410 « Examen limité d'informations financières intermédiaires effectué par l'auditeur indépendant de l'entité ». Un examen limité d'informations financières intermédiaires consiste en des demandes d'informations, principalement auprès des personnes responsables des questions financières et comptables, et dans la mise en œuvre de procédures analytiques et d'autres procédures d'examen limité. L'étendue d'un examen limité est très inférieure à celle d'un audit effectué selon les normes internationales d'audit (International Standards on Auditing) et en conséquence, ne nous permet pas d'obtenir l'assurance que nous avons relevé tous les faits significatifs qu'un audit permettrait d'identifier. En conséquence, nous n'exprimons pas d'opinion d'audit sur l'information financière intermédiaire consolidée.

Conclusion

Sur la base de notre examen limité, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent à penser que l'information financière intermédiaire consolidée de **Error! Use the Home tab to apply Document title to the text that you want to appear here.** n'est pas établie, à tous les égards importants, conformément à la norme internationale IAS 34 « Information financière intermédiaire » telle qu'adoptée dans l'Union Européenne.

Paragraphe d'Observation

Sans remettre en cause la conclusion exprimée ci-dessus, nous attirons l'attention sur les informations reprises dans la note 13 de l'information financière intermédiaire consolidée qui décrivent les incertitudes quant au paiement des créances dues par l'Etat tchadien et les actions entamées pour faciliter leur paiement.

Zaventem, le 28 août 2019

DELOITTE Réviseurs d'Entreprises SCRL
Représentée par

DELOITTE Réviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Michel Denayer

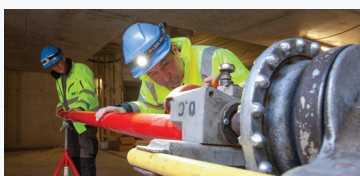
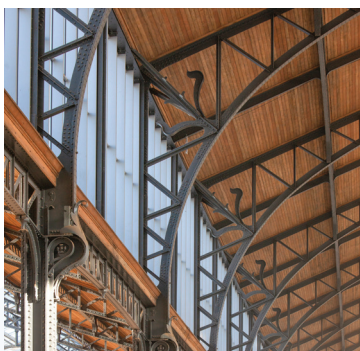
DELOITTE Réviseurs d'Entreprises
SC s.f.d. SCRL
Représentée par Rik Neckebroek



INFORMATION DE PRESSE

vendredi 30 août 2019
information réglementée

Résultats du premier semestre 2019





Résultats du premier semestre 2019

- **Chiffre d'affaires** : **1.847,7 millions d'euros**
- **EBITDA** : **207,0 millions d'euros**
- **EBIT** : **61,2 millions d'euros**

Le 28 août 2019, le conseil d'administration de CFE s'est réuni pour arrêter les comptes semestriels au 30 juin 2019.

1. Chiffres clés du 1^{er} semestre 2019

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019 (**)	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Chiffre d'affaires	1.847,7	1.860,1	-0,7%
Capacité d'autofinancement (EBITDA) (*) En % du chiffre d'affaires	207,0 11,2%	202,1 10,9%	+2,4%
Résultat opérationnel sur activités (*) En % du chiffre d'affaires	50,5 2,7%	78,7 4,2%	-35,8%
Résultat opérationnel (EBIT) (*) En % du chiffre d'affaires	61,2 3,3%	77,5 4,2%	-21,0%
Résultat net part du groupe En % du chiffre d'affaires	42,7 2,3%	51,8 2,8%	-17,6%
Résultat net part du groupe par action (en euro)	1,69	2,05	-17,6%

En millions d'euros	30 juin 2019 (**)	31 décembre 2018 (***)	Variation
Fonds propres part du groupe	1.673,6	1.720,9	-2,7%
Endettement financier net (*)	957,9	747,1	+28,2%
Carnet de commandes (*)	5.330,3	5.385,9	-1,0%

(*) Les définitions sont reprises dans la section « Etats financiers consolidés » du rapport intermédiaire.

(**) Y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location.

(***) Montants retraités suite à l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

EXPOSÉ GÉNÉRAL

Le chiffre d'affaires du premier semestre 2019 s'élève à 1.847,7 millions d'euros, du même ordre que celui du premier semestre 2018. L'activité est quasiment stable chez DEME alors qu'elle progresse en Contracting. En Promotion Immobilière, la baisse apparente du chiffre d'affaires s'explique par le fait que les ventes d'unités résidentielles ont été, contrairement au premier semestre 2018, réalisées en majorité au niveau des sociétés de projet contrôlées conjointement et consolidées par mise en équivalence.

L'EBITDA ressort à 207,0 millions d'euros, en progression de 2,4% par rapport au premier semestre 2018.

Le résultat opérationnel (EBIT) s'établit à 61,2 millions d'euros contre 77,5 millions d'euros au premier semestre 2018. La baisse de l'EBIT qui affecte les trois divisions opérationnelles s'explique principalement par deux facteurs :

- des charges non récurrentes chez DEME;
- des conditions de marché très compétitives au niveau de la division Construction en Belgique.

Le résultat net part du groupe s'élève à 42,7 millions d'euros.

Les fonds propres part du Groupe s'établissent à 1.673,6 millions d'euros au 30 juin 2019. Ceux-ci sont en léger repli compte tenu du versement d'un dividende de 60,8 millions d'euros au titre de l'exercice 2018.

L'endettement financier net du groupe s'établit à 957,9 millions d'euros contre 747,1 millions d'euros au 31 décembre 2018. Cette augmentation s'explique principalement par la poursuite du programme d'investissement chez DEME.

2. Analyse par pôle de l'activité, des résultats et du carnet de commandes

Pôle Dragage, Environnement, Offshore et Infra

CHIFFRES CLÉS (*)

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019 (**)	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Chiffre d'affaires	1.349,3	1.329,4	+1,5%
EBITDA	199,1	187,1	+6,4%
Résultat opérationnel	58,5	67,0	-12,7%
Résultat net part du groupe	44,3	48,4	-8,5%

En millions d'euros	30 juin 2019 (**)	31 décembre 2018 (***)	Variation
Carnet de commandes	3.940,0	4.010,0	-1,7%
Endettement financier net	805,7	639,5	+26,0%

(*) A l'exclusion des montants retraités conformément à la comptabilisation des actifs et passifs identifiables de DEME à leur juste valeur suite à l'acquisition de 50% complémentaires des titres DEME au 24 décembre 2013.

(**) Y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16- Contrats de location.

(***) Montants retraités suite à l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location.

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires de DEME s'élève à 1.349,3 millions d'euros, en légère progression par rapport au premier semestre 2018.

L'activité a été particulièrement soutenue dans la division Dragage. Hormis le projet TTP1 à Singapour qui entre dans sa phase finale, les projets qui sont actuellement en cours d'exécution sont majoritairement de taille moyenne. Ceux-ci se répartissent essentiellement en Europe occidentale, en Afrique et au Moyen-Orient.

Dans sa division Offshore, DEME a quasiment finalisé au cours du premier semestre deux projets d'envergure: les parcs éoliens off-shore Hohe See en Allemagne et Hornsea One, en Angleterre.

La production des mono-pieux et des pièces intermédiaires du parc éolien off-shore SeaMade (Belgique) est déjà bien avancée; les travaux d'installation des fondations vont démarrer en septembre et seront réalisés par le navire Innovation. Toujours en Belgique, le Living Stone a achevé en un temps record la pose des câbles électriques sous-marins qui relient la plateforme *Offshore Switch Yard* au réseau électrique terrestre à Zeebrugge.

En Ecosse, l'Apollo a démarré en mai les travaux d'installation des micropieux sur lesquels seront posées les fondations (*jackets*) des éoliennes du parc off-shore Moray East.

Chez DIMCO (division Infra), l'activité des trois projets néerlandais (écluse de Terneuzen, Rijnlandroute et la connexion Blankenburg) monte en puissance : le chiffre d'affaires a quasiment doublé par rapport au premier semestre 2018.

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR MÉTIER

En %	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Capital dredging	32%	24%
Maintenance dredging	10%	11%
Offshore	43%	54%
Infra / génie civil maritime	7%	4%
Environnement	6%	5%
Autres	2%	2%
Total	100%	100%

EVOLUTION DE L'ACTIVITÉ PAR ZONE GÉOGRAPHIQUE

En %	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018
Europe (EU)	66%	70%
Europe (non EU)	2%	3%
Afrique	10%	8%
Amériques	4%	2%
Asie et Océanie	9%	13%
Moyen-Orient	5%	1%
Sous-continent indien	4%	3%
Total	100%	100%

EBITDA ET RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Compte tenu d'un taux satisfaisant d'occupation de la flotte, l'EBITDA de DEME progresse de 6,4% à 199,1 millions d'euros dont un impact de 8,6 millions d'euros lié à l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location.

Malgré la prise en charge d'une partie des coûts de grosses réparations sur l'Innovation (8,2 millions d'euros) et une réduction de valeur de 10,8 millions d'euros sur les créances sur la société allemande Servion, le résultat opérationnel (EBIT) s'élève à 58,5 millions d'euros.

A noter enfin que DEME Concessions investit des montants très importants (11,2 millions d'euros au premier semestre 2019) dans des prototypes et des campagnes de collecte de nodules poly-métalliques dans la zone Clarion-Clipperton, dans l'océan Pacifique. Tant que les licences d'exploitation ne sont pas obtenues et que les analyses des impacts environnementaux, la mise au point des processus industriels et la faisabilité économique ne sont pas finalisées, tous ces investissements sont pris en charge en compte de résultats.

CARNET DE COMMANDES

Le carnet de commandes s'élève à 3,94 milliards d'euros au 30 juin 2019, quasiment stable par rapport au 31 décembre 2018.

Au cours du semestre, DEME a obtenu plusieurs contrats importants dont :

- l'extension de son contrat de dragage en Papouasie Nouvelle Guinée (projet Lower Ok Tedi River);
- le contrat pour l'approfondissement et l'élargissement de l'Elbe sur 116 km entre Cuxhaven et Hambourg en Allemagne. D'une valeur de 200 millions d'euros hors TVA, les travaux viennent de démarrer et ils devraient s'achever début 2021;
- le contrat portant sur le transport et l'installation des 165 mono-pieux, pièces de transition et turbines d'éoliennes du parc éolien off-shore Hornsea Two au Royaume-Uni. Ce contrat devrait démarrer au premier trimestre 2021;
- la prolongation pour deux ans (2020-2021) du dragage de maintenance de l'Escaut et de la côte belge.

Deux commandes majeures ne sont pas incluses dans le carnet au 30 juin 2019 à savoir :

- le contrat de la liaison Fehmarnbelt reliant le Danemark à l'Allemagne d'une valeur de 710 millions d'euros;
- le contrat EPCI pour la conception, la fabrication et l'installation de 80 fondations monopieux en acier du parc éolien offshore de Saint-Nazaire en France. L'installation des fondations est programmée pour le printemps 2021. Ce contrat d'une valeur supérieure à 500 millions d'euros a été remporté en août 2019 par un consortium comprenant DEME et Eiffage Métal.

INVESTISSEMENTS

Les investissements du premier semestre s'établissent à 252,9 millions d'euros. Ils se composent principalement des acomptes versés pour les navires Bonny River, Meuse River, Orion et Spartacus.

La drague aspiratrice en marche « Bonny River » a rejoint la flotte de DEME le 18 juin 2019. Celle-ci, d'une capacité de 15.000 m³, a la particularité de pouvoir draguer des sols très durs à de très grandes profondeurs (au-delà de 100 mètres). Ses premières missions s'effectueront en mer du Nord.

Les quatre derniers navires de l'ambitieux programme d'investissement (Le Smart Mega Cutter Spartacus, le navire DP3 Orion et les dragues Meuse River, et River Thames) seront opérationnels en 2020.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net de DEME s'élève à 805,7 millions au 30 juin 2019 (dont 81,5 millions d'euros découlant de l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location).

L'augmentation de l'endettement s'explique par les investissements du semestre, le paiement du dividende de 55 millions d'euros et par une légère augmentation du besoin en fonds de roulement, partiellement compensés par les cash flows d'exploitation.

DEME a remboursé son emprunt obligataire de 200 millions d'euros arrivé à échéance en février 2019.

Pôle Contracting

CHIFFRES CLÉS

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019 (*)	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Chiffre d'affaires	501,4	468,1	+7,1%
Résultat opérationnel	1,4	7,2	-80,6%
Résultat net part du groupe	-2,9	4,1	n.s.

En millions d'euros	30 juin 2019 (*)	31 décembre 2018 (**)	Variation
Carnet de commandes	1.336,8	1.320,3	+1,2%
Excédent financier net	53,9	90,0	-40,1%

(*) y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location

(**) montants retraités suite à l'application de la norme IFRS 16 – Contrats de location

CHIFFRE D'AFFAIRES

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Construction	383,6	343,3	+11,7%
<i>Bâtiment Belgique</i>	<i>289,8</i>	<i>255,9</i>	+13,2%
<i>Bâtiment International</i>	<i>93,8</i>	<i>87,4</i>	+7,3%
Multitechnique	79,8	86,2	-7,4%
Rail & Utilities	38,0	38,6	-1,6%
Total Contracting	501,4	468,1	7,1%

Le chiffre d'affaires de CFE Contracting s'élève à 501,4 millions d'euros pour le premier semestre 2019, en hausse de 7,1% par rapport au premier semestre 2018.

En Construction, la croissance du chiffre d'affaires est surtout sensible en Flandre où plusieurs chantiers importants sont en cours d'exécution tels que l'hôpital ZNA à Anvers ou les volumes intérieurs de la Gare Maritime et le parking adjacent (site de Tours et Taxi, Bruxelles). A Louvain-la-Neuve, BPC a achevé les travaux du complexe immobilier AGORA.

En Pologne, l'activité a également connu une belle progression grâce notamment à plusieurs projets dans le secteur de la logistique.

Au Luxembourg, CLE a livré à la satisfaction du client l'immeuble de bureaux Naos.

Dans les divisions multitechnique (cluster VMA) et Rail & Utilities (cluster MOBIX), l'activité est en retrait par rapport au premier semestre 2018 mais cette situation devrait s'inverser au cours du second semestre étant donné que plusieurs projets importants sont en phase de démarrage dans ces deux divisions.

RÉSULTAT OPÉRATIONNEL

Au cours du premier semestre 2019, CFE Contracting a réalisé un résultat opérationnel de 1,4 millions d'euros, soit une diminution de 5,8 millions d'euros par rapport au premier semestre 2018.

Les conditions de marché restent très compétitives au niveau de la division Construction en Belgique, malgré des volumes d'affaires importants. Le niveau des prix en vigueur sur le marché ne permet pas toujours de répercuter l'intégralité de l'augmentation sensible des coûts des matériaux, de la sous-traitance et de la main d'œuvre. Par ailleurs, plusieurs chantiers ont connu des dégradations de leurs résultats. Une partie de ses dégradations ne sont pas imputables à CFE Contracting et font donc l'objet de revendications vis-à-vis des clients. Cependant, en application des règles d'évaluation, ces espoirs de récupérations ne sont pas encore valorisés au 30 juin 2019. De même, des frais d'étude importants ont été pris en charge pour de grands projets de conception-construction ou de PPP pour lesquels le démarrage des travaux n'a pas encore eu lieu.

Dans la division Rail & Utilities (MOBIX), un nombre limité de chantiers du département Signalisation connaissent des difficultés opérationnelles. Des mesures de réorganisation sont en cours d'implémentation.

A l'inverse, les bonnes performances des entités MBG, CFE Polska ou VMA notamment confirment la qualité de leur positionnement commercial et de leur équipe d'exécution.

Les activités en Tunisie devraient, hormis un chantier, se terminer, comme prévu, au cours du second semestre 2019.

CARNET DE COMMANDES

En millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018	Variation
Construction	967,7	1.069,1	-9,5%
<i>Bâtiment Belgique</i>	<i>776,4</i>	<i>870,9</i>	<i>-10,9%</i>
<i>Bâtiment International</i>	<i>191,3</i>	<i>198,2</i>	<i>-3,5%</i>
Multitechnique	197,6	168,4	+17,3%
Rail & Utilities	171,5	82,8	+107,1%
Total Contracting	1.336,8	1.320,3	+1,2%

Les conditions de marché en Construction en Belgique induisent une plus grande sélectivité dans la prise de commandes qui se traduit par une baisse du carnet de 10,9%.

En Pologne, CFE Polska a obtenu plusieurs commandes pour la construction d'entrepôts et halls de stockage alors qu'au Luxembourg, CLE a décroché le contrat de construction d'un complexe immobilier mixte de plus de 25.000 m² hors sol (surfaces commerciales et de bureaux) situé près de l'aéroport.

En Multitechnique et en Rail & Utilities, la prise de commandes a été soutenue grâce notamment à l'entrée en carnet du contrat de conception, modernisation, financement, gestion et maintenance pendant 20 ans des équipements d'éclairage public des grands axes (auto)routiers de la région wallonne.

EXCÉDENT FINANCIER NET

L'excédent financier du pôle s'élève à 53,9 millions d'euros, en baisse par rapport au 31 décembre 2018. L'impact négatif de la norme IFRS 16 - Contrats de location s'établit à 13,8 millions d'euros au 30 juin 2019 (contre 12,5 millions d'euros au 31 décembre 2018).

La baisse de la trésorerie nette s'explique par les investissements réalisés au cours du premier semestre (en particulier, la réalisation d'un nouveau siège social pour l'entité VMA-Druart), par le versement d'un dividende de 8,8 millions d'euros et par l'augmentation du besoin en fonds de roulement induite en partie par l'évolution du mix clients (augmentation du pourcentage de contrats publics par rapport aux contrats pour des clients privés).

Pôle Promotion Immobilière

CHIFFRES CLÉS

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019 (*)	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Chiffre d'affaires	24,0	75,5	-68,2%
Résultat opérationnel	5,7	11,7	-51,3%
Résultat net part du groupe	4,5	7,8	-42,3%

(*) y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location

EVOLUTION DE L'ENCOURS IMMOBILIER (*)

L'encours immobilier s'établit à 144 millions d'euros au 30 juin 2019, en légère progression par rapport au 31 décembre 2018.

Les encours construits non vendus ont encore baissé : ils ne représentent que 1,3% de l'encours total.

VENTILATION SUIVANT LE STADE DE DÉVELOPPEMENT DU PROJET

En millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018
Projets construits non vendus	2	4
Projets en cours de construction	75	70
Projets à l'étude	67	65
Total de l'encours	144	139

(*) L'encours immobilier est égal à la somme des fonds propres et de l'endettement financier net du pôle immobilier.

VENTILATION PAR PAYS

En millions d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018
Belgique	98	89
Luxembourg	22	23
Pologne	24	27
Total de l'encours	144	139

ACQUISITIONS

Au cours du premier semestre 2019, BPI a acquis un foncier à Tervuren (Belgique) sur lequel seront construits 6.000 m² de logements, des espaces de co-working ainsi qu'une crèche (projet GITO).

Au cours du second semestre 2019, BPI va acquérir en partenariat un foncier situé à Anvers, près du parc Spoor Noord. L'objectif est d'y développer 9.500 m² de logements et 5.200 m² de surfaces de co-working ainsi que des ateliers.

Dans la proche périphérie de la ville de Luxembourg, BPI va développer, en partenariat, un immeuble de

9.500 m² à usage de bureaux, présentant une forte identité grâce à son exosquelette bois en façade et ses planchers en CLT (*Cross Laminated Timber*).

DÉVELOPPEMENTS IMMOBILIERS

BPI développe une quarantaine de projets immobiliers totalisant 568.000 m² (en quote-part) dont environ 130.000 m² sont en cours de construction et de commercialisation.

BELGIQUE

L'ensemble des programmes résidentiels continuent d'afficher des rythmes de ventes très satisfaisants.

Au cours du premier semestre de l'exercice, BPI a livré plusieurs immeubles résidentiels faisant partie des projets Erasmus-Gardens (Anderlecht) et Les Hauts Prés (Uccle).

Les demandes de permis de bâtir ont été introduites pour le projet De Brouckère (Bruxelles) et Key West (Anderlecht- zone du canal) alors que les permis des projets Samaya Nord et Oisquercq (Brabant Wallon) ont été obtenus.

A Liège, le complexe de bureaux Renaissance qui est en cours de construction est entièrement commercialisé: en 2018, 5.500 m² avaient été loués à un organisme public (Le Forem) alors que le solde des surfaces de bureaux (7.500 m²) a été vendu en état futur d'achèvement à la Province de Liège début juillet 2019.

LUXEMBOURG

BPI a livré au cours du premier semestre deux projets résidentiels entièrement vendus : le Domaine de l'Europe - Kiem (Kirchberg) et Fuussbann (Differdange). BPI poursuit le développement du projet résidentiel Livingstone (Luxembourg) et démarre celui du Domaine des Vignes (Mertert).

Le permis pour la démolition et la reconstruction des immeubles de bureaux « Arlon 23 » a été obtenu : les travaux devraient démarrer dans les prochains mois.

POLOGNE

En Pologne, la construction et la commercialisation des projets résidentiels Bulwary Ksiazce – phase 2 (Wroclaw), Vilda Park (Poznan), Wola Ostroroga (Varsovie) et Barska (Varsovie) progressent de manière satisfaisante. Ces quatre projets seront livrés en 2020.

ENDETTEMENT FINANCIER NET

L'endettement financier net du pôle immobilier s'élève à 74,2 millions d'euros, en légère progression par rapport au 31 décembre 2018. L'impact de la norme IFRS 16 - Contrats de location se limite à 1,3 millions d'euros au 30 juin 2019.

Au cours du semestre, BPI a pour la première fois tiré sur son programme de billets de trésorerie à hauteur de 8 millions d'euros.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du groupe s'établit à 4,5 millions d'euros. Les principaux contributeurs au résultat sont les projets Ernest The Park (Ixelles), Livingstone (Luxembourg) et Domaine de l'Europe - Kiem (Luxembourg). Contrairement au premier semestre 2018, il n'y a pas eu de livraison d'immeubles en Pologne et par conséquent, aucune marge n'a été reconnue sur les projets polonais en cours de construction.

La vente des surfaces de bureaux du projet Renaissance ayant eu lieu au début du mois de juillet, celle-ci n'a pas été prise en compte dans les états financiers de BPI au 30 juin 2019 mais sera reconnue à l'avancement du chantier, en fin d'exercice.

Holding, activités non transférées et éliminations interpôles

CHIFFRES CLÉS

En millions d'euros	1 ^{er} semestre 2019 (*)	1 ^{er} semestre 2018	Variation
Chiffre d'affaires	12,9	13,8	-6,5%
Eliminations interpôles	-39,9	-26,7	n.s.
Total	-27,0	-12,9	n.s.
Résultat opérationnel	-1,8	-5,8	n.s.
Résultat net part du groupe	-1,5	-7,5	n.s.

(*) y compris l'impact de l'application de la norme IFRS 16- Contrats de location

CHIFFRE D'AFFAIRES

Le chiffre d'affaires s'élève à 12,9 millions d'euros, en baisse de 6,5% par rapport au premier semestre 2018.

Le dernier chantier actif est celui de la station d'épuration de Bruxelles-Sud qui est entré dans sa dernière phase. La livraison est programmée pour le premier trimestre 2021.

RÉSULTAT NET PART DU GROUPE

Le résultat net part du groupe s'établit à – 1,5 millions d'euros. La perte s'est fortement contractée par rapport au premier semestre 2018 grâce notamment à la réduction des frais généraux et de la charge d'intérêts.

RENT-A-PORT

Rent-A-Port contribue négativement au résultat du pôle (-0,7 million d'euros) du fait de l'absence de cessions significatives de terrains industriels au Vietnam. La grande majorité de celles-ci sont programmées pour la fin de l'exercice.

Le capital de Rent-A-Port a été augmenté de 18 millions d'euros (dont 50% par CFE) afin de lui permettre de poursuivre le développement des zones portuaires de Dinh Vu et Tien Phong au Nord du Vietnam.

GREEN-OFFSHORE

Le résultat net de Green Offshore (+ 0,7 million d'euros) a été positivement influencé par les bonnes performances du parc éolien off-shore belge Rentel.

CRÉANCES SUR LE TCHAD

Au Tchad, aucun encaissement n'est intervenu depuis juillet 2018. Le refinancement des créances du Grand Hôtel par l'Afreximbank n'est toujours pas mis en place.

L'exposition demeure ainsi inchangée par rapport au 31 décembre 2018.

3. Synthèse des résultats

3.A.1 Compte de résultats consolidé

Exercice clôturé au 30 juin En milliers d'euros	2019	2018
Chiffre d'affaires	1.847.714	1.860.146
Produit des activités annexes	48.376	31.123
Achats	(1.083.566)	(1.117.770)
Rémunérations et charges sociales	(347.962)	(334.784)
Autres charges opérationnelles	(256.755)	(233.825)
Dotations aux amortissements	(157.265)	(126.150)
Résultat opérationnel sur l'activité	50.542	78.740
Part dans le résultat des entreprises associées et partenariats	10.614	(1.211)
Résultat opérationnel	61.156	77.529
Coûts de l'endettement financier	(1.044)	(7.091)
Autres charges et produits financiers	(4.185)	29
Résultat financier	(5.229)	(7.062)
Résultat avant impôts	55.927	70.467
Impôts sur le résultat	(14.297)	(20.199)
Résultat de l'exercice	41.630	50.268
Participations ne donnant pas le contrôle	1.106	1.581
Résultat - Part du groupe	42.736	51.849

Etat du résultat global consolidé

Exercice clôturé au 30 juin En milliers d'euros	2019	2018
Résultat de la période – Part du groupe	42.736	51.849
Résultat de l'exercice	41.630	50.268
Variations de juste valeur liées aux instruments de couverture	(39.120)	(4.505)
Ecart de conversion	276	1.904
Impôts différés	9.615	630
Autres éléments du résultat global recyclables ultérieurement en résultat net	(29.229)	(1.971)
Réévaluations du passif net au titre des prestations définies	0	0
Impôts différés	0	0
Autres éléments du résultat global non recyclables ultérieurement en résultat net	0	0
Total autres éléments du résultat global comptabilisés directement en capitaux propres	(29.229)	(1.971)
Résultat global	12.401	48.297
- part du groupe	13.474	50.016
- part des participations ne donnant pas le contrôle	(1.073)	(1.719)
Résultat net part du groupe par action (euro) (base et dilué)	1,69	2,05
Résultat global part du groupe par action (euro) (base et dilué)	0,53	1,98

3.A.2 Etat consolidé de la situation financière

Exercice clôturé En milliers d'euros	30 juin 2019	31 décembre 2018 (*)
Immobilisations incorporelles	89.151	89.588
Goodwill	177.127	177.127
Immobilisations corporelles	2.570.492	2.390.236
Entreprises associées et partenariats	148.765	155.792
Autres actifs financiers non courants	104.121	171.687
Instruments dérivés non courants	8	9
Autres actifs non courants	5.324	5.501
Actifs d'impôts différés	108.998	99.909
Total actifs non courants	3.203.986	3.089.849
Stocks	146.157	128.889
Créances commerciales et autres créances d'exploitation	1.174.985	1.261.298
Autres actifs courants d'exploitation	85.604	67.561
Autres actifs courants hors exploitation	16.465	12.733
Instruments dérivés courants	615	275
Actifs détenus en vue de la vente	49.388	0
Trésorerie et équivalents de trésorerie	646.097	388.346
Total actifs courants	2.119.311	1.859.102
Total de l'actif	5.323.297	4.948.951
Capital	41.330	41.330
Prime d'émission	800.008	800.008
Résultats non distribués	905.749	923.768
Plan de pension à prestations définies	(25.521)	(25.521)
Réserves liées aux instruments financiers	(36.671)	(7.153)
Ecart de conversion	(11.298)	(11.554)
Capitaux propres - Part du groupe CFE	1.673.597	1.720.878
Participations ne donnant pas le contrôle	13.216	13.973
Capitaux propres	1.686.813	1.734.851
Engagements de retraite et avantages du personnel	57.689	57.553
Provisions - non courantes	35.040	35.172
Autres passifs non courants	3.212	5.725
Emprunts obligataires - non courants	29.636	29.584
Dettes financières - non courantes	1.206.662	656.788
Instruments dérivés non courants	12.943	9.354
Passif d'impôts différés	109.003	119.386
Total passifs non courants	1.454.185	913.562
Provisions courantes	64.703	65.505
Dettes commerciales et autres dettes d'exploitation	1.343.024	1.410.944
Passif d'impôts exigibles	45.879	44.543
Emprunts obligataires courants	0	200.221
Dettes financières courantes	367.738	150.075
Instruments dérivés courants	11.062	10.990
Autres passifs courants d'exploitation	129.610	201.609
Autres passifs courants hors exploitation	220.283	216.651
Total passifs courants	2.182.299	2.300.538
Total capitaux propres et passifs	5.323.297	4.948.951

(*) Bilan tel que publié au 31 décembre 2018 (avant l'application de la norme IFRS 16 - Contrats de location).

3.A.3 Tableau résumé consolidé des flux de trésorerie

Exercice clôturé au 30 juin En milliers d'euros	2019	2018
Flux de trésorerie net provenant des activités opérationnelles	132.832	9.133
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des opérations d'investissement	-258.662	-235.832
Flux de trésorerie provenant (utilisé dans) des activités de financement	382.988	132.341
Augmentation/(Diminution) nette de la trésorerie	257.158	-94.358

3.A.4 Données par action

	30 juin 2019	30 juin 2018
Nombre total d'actions	25.314.482	25.314.482
Résultat opérationnel après déduction des charges financières nettes, par action (en euros)	2,21	2,78
Résultat net part du groupe par action (en euros)	1,69	2,05

3.A.5 IFRS 16 - Contrats de location

L'application de la nouvelle norme IFRS 16 – Contrats de location à partir du 1^{er} janvier 2019 s'est traduite, au niveau du bilan d'ouverture consolidé de CFE, par une augmentation des immobilisations corporelles et de l'endettement financier net d'un montant de 98,8 millions d'euros (dont 83,5 millions d'euros chez DEME).

Au 30 juin 2019, l'impact de l'application de la nouvelle norme au niveau du bilan et du compte de résultats consolidés de CFE se résume comme suit :

En millions d'euros	DEME	Contracting	Autres pôles	Total
Bilan				
Immobilisations corporelles	81,0	13,8	2,6	97,4
Dettes financières	81,5	13,8	2,6	97,9
Compte de résultats				
EBITDA	8,6	3,1	0,4	12,1
Résultat opérationnel (EBIT)	0,3	0,2	0,0	0,5
Résultat financier	-0,8	-0,2	0,0	-1,0
Résultat net part du groupe	-0,5	0,0	0,0	-0,5

4. Informations sur les tendances

L'exercice de 2019 est une année de transition pour DEME : son chiffre d'affaires devrait rester stable et la marge EBITDA exprimée en pourcentage du chiffre d'affaires devrait être proche de celle de l'exercice précédent.

L'activité du Pôle Contracting devrait progresser de manière modérée en 2019 mais le résultat opérationnel devrait se situer à un niveau proche de celui de 2018.

Le résultat opérationnel et le résultat net du Pôle Promotion Immobilière devraient être plus élevés que ceux de l'exercice précédent.

En fin d'exercice, la situation des créances vis-à-vis de l'Etat tchadien sera réévaluée à la lumière des progrès réalisés dans les négociations entre les autorités du Tchad et l'Afreximbank.

5. Informations concernant l'action

Au 30 juin 2019, le capital social de CFE était représenté par 25.314.482 actions.

Chaque action donne droit à une voix. Il n'y a eu aucune émission d'obligations convertibles ou de warrants. Les institutions financières auprès desquelles les titulaires d'instruments financiers peuvent exercer leurs droits financiers sont les suivantes: BNP Paribas Fortis, banque Degroof Petercam et ING Belgique.

La banque Degroof Petercam a été désignée quant à elle «Main Paying Agent».

6. Corporate Governance

L'assemblée générale ordinaire du 2 mai 2019 a approuvé le renouvellement du mandat de Ciska Servais SPRL, représentée par Ciska Servais, pour un terme de 4 ans, prenant fin à l'issue de l'assemblée générale ordinaire de mai 2023. Ciska Servais SPRL ne répond plus aux critères d'indépendance définis par l'article 526 ter du Code des sociétés et par le code belge de gouvernance d'entreprise 2009.

Le conseil d'administration a pris acte de la démission d'Alain Bernard de son poste d'administrateur de CFE, avec effet au 2 mai 2019. Alain Bernard reste administrateur de DEME et de certaines de ses filiales.

7. Agenda de l'actionnaire

Publication de la déclaration intermédiaire	22 novembre 2019 (avant ouverture de la bourse)
Publication des résultats annuels	28 février 2020 (avant ouverture de la bourse)

Le commissaire, Deloitte Réviseurs d'Entreprises, représenté par Michel Denayer et Rik Neckebroeck, a confirmé que les informations comptables reprises dans le communiqué de presse n'appellent aucune réserve de sa part et concordent avec les états financiers arrêtés par le conseil d'administration. Toutefois, sans remettre en cause l'opinion sans réserve, le commissaire attire l'attention sur les incertitudes quant au paiement des créances dues par l'Etat tchadien et les démarches entreprises pour faciliter leur paiement.

* *
*

A propos de CFE

Fondée en 1880, CFE est un groupe industriel belge actif dans trois pôles distincts. Le pôle Dragage, Environnement et activités Offshore et Infra, est exercé par DEME, sa filiale à 100%, un des leaders mondiaux de la spécialité. DEME dispose d'une flotte moderne, polyvalente et dotée de la dernière technologie. Le pôle Contracting, englobe les activités de construction, de multitechnique et de rail en Belgique, Luxembourg et Pologne. Quant au troisième, le pôle Promotion Immobilière, il regroupe les projets immobiliers développés par BPI en Belgique, Luxembourg et Pologne.

La durabilité et l'innovation sont des thèmes importants sur lesquels le groupe CFE veut s'acquitter de sa responsabilité, en particulier par le biais du numérique dans les domaines de la productivité, de la sécurité, du bien-être des employés et de la satisfaction de la clientèle.

Le groupe CFE emploie actuellement plus de 8.000 personnes et est présent sur chaque continent. Cotée sur Euronext Brussels, CFE est détenue à 60,82% par Ackermans & van Haaren.

Ce communiqué de presse est disponible sur notre site internet www.cfe.be.

* *
*

Note à la rédaction

Pour de plus amples informations, veuillez prendre contact avec:

- Piet Dejonghe, Administrateur délégué - tél. +32 2 661 13 19 - mail : piet_dejonghe@cfe.be

- Fabien De Jonge, Directeur financier et administratif - tél. +32 2 661 13 12 - mail : fabien_de_jonge@cfe.be